L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°84 - Vendredi 21 décembre 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5 F



Coll. Fondation Jean-Jaurès

2 Congrès du PCF
4 Max Gallo
Gilles Martinet
6 70 ans après Tours
7 La grande pauvreté
10 Nord-Pas-de-Calais
dernière mine
12 Douze petits
hommes verts
16 La mère et l'enfant
du tiers monde
18 Elisabeth Guigou
19 Adam Michnik
La Pologne demain
20 Souvenir de
Janusz Korczac
23 Invité :
Daniel Pennac



Marchais maintient le cap de la désespérance

Bonne année !

A la page suivante, Pierre Mauroy consacre son éditorial à "Vendredi". Permettez à l'équipe de ce journal de dire qu'elle est heureuse et fière de ce qu'elle a pu lire.
Depuis deux ans, tout juste, que nous faisons, avec vous, ce journal, jamais nous n'avons eu le sentiment que c'était difficile. Tellement nous sommes persuadés que c'est important, extrêmement important.
C'est pourquoi nous sommes heureux que le prochain numéro -n°85, à paraître vendredi 11 janvier- soit amélioré, étoffé, complété. Nous vous le présenterons pour la nouvelle année qui sera la troisième de "Vendredi".
Bon anniversaire... merci. Bonne année. A tous !

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat
Secrétaire gl de la rédaction: Jacques Goubin
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio
Adjoint : Taoufik Khatib
Maquette : Flavienne Allar

Service photo : Pascal Lebrun

Publicité : Pyramid Conseil - Tél. 43.48.07.82

Conception graphique : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la Sarl SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Pascal Pugin / Ciric (couv.) ; Collections Albert Kahn (p.6) ; Daniel Giry / Réa (p.7) ; Archives Snark / Edimedia (p.7) ; Bresson / Gamma (p.10) ; J.E. Pasquier / Rapho (p.10) ; Contrasto / Réa (p.13) ; Christian Vioujard / Gamma (p.16) ; Frilet / Sipa-Press (p.17) ; F. Apesteguy / Gamma (p.18) ; DR (p.20) ; DR (p.21) ; Jacques Sassier / Gallimard (p.23) ; autres PL.

Ce numéro a été tiré à 278.000 exemplaires

Sans gloire, l'inamovible Georges Marchais devrait sortir vainqueur du XXVIIe congrès du PCF. Déboussolé par son déclin et l'effondrement des régimes de l'Est, le Parti communiste se replie sur une identité "révolutionnaire". Il continuera ainsi à s'enfoncer dans la marginalité.

Mardi 18 décembre, 13 h 25. Georges Marchais regagne sa place à la tribune du XXVIIe congrès du PCF, au terme d'un discours fleuve de trois heures et demie. Debout, les 1.600 délégués, réunis dans le Palais des sports de Saint-Ouen, l'ovationnent. A quelques mètres de lui, Charles Fiterman croise les mains, en silence. Il faut que les acclamations redoublent pour que l'ancien ministre se sente obligé d'applaudir brièvement. Le discours du secrétaire général ne l'a pas convaincu. En fin d'après-midi, il le dira à la tribune : "Ce rapport confirme les analyses présentées au comité central de juin et de septembre. Il n'est pas porteur d'éléments nouveaux significatifs. Je crains que la commission des résolutions n'apporte pas d'amélioration sur le fond. Mais j'y siégerai pour ne négliger aucune possibilité d'avancer."



Charles Fiterman jouera le jeu jusqu'au bout afin de ne pas prêter le flanc à la critique des orthodoxes. Mais il connaît trop les mécanismes de son parti pour se faire des illusions. Les dés sont jetés : le PC maintiendra le cap désastreux qui le marginalise de plus en plus, la direction sera reconduite... et les contestataires muselés. Un scénario maintes fois répété et dont, déjà, ont été victimes les rénovateurs, puis les reconstructeurs. C'est désormais au tour des refondateurs.

Coup double

Charles Fiterman a raison : Georges Marchais n'a fait aucune concession de fond aux opposants. Il envisage bien une réforme des statuts mais lors du prochain congrès... dans trois ans. Pas question non plus de toucher aux règles de vie du PC : "Accoler à notre fonctionnement le qualificatif de "stalinien" est tout simplement ridicule." Le secrétaire général du PC va même plus loin : "Cet esprit démocratique (...) nous avait conduits, lors du XXVe congrès, en 1985, à réélire à tous les niveaux de direction des camarades qui avaient combattu les choix finalement effectués par les communistes. L'expérience a montré que cette manière de faire, qui s'est retrouvée lors de notre dernier congrès, permettait de renforcer l'efficacité et l'unité du Parti."

Dans cet esprit, il pourrait bien être proposé à Charles Fiterman de rester à la direction du PC. L'équipe Marchais ferait ainsi coup double : sans aller jusqu'à la reconnaissance de courants, elle maintiendrait à des postes de responsabilité quelques contestataires isolés, à titre d'alibi.

Les relations avec la Chine, sujet de polémique au sein du PC ces dernières semaines, n'ont guère suscité non plus d'ouverture. Si l'équipe Marchais condamne la répression de la place Tien Anmen, elle ne veut pas rompre avec le PC chinois. Elle n'a pas assoupli sa position vis-à-vis du gorbatchévisme : elle désapprouve la politique du Kremlin dans la crise du Golfe et constate que l'URSS connaît une situation qui "est à l'évidence loin de constituer un attrait."

La "défausse" de Marchais

Certes, le secrétaire général reconnaît que son parti a commis des "fautes". Mais il en rejette la responsabilité sur ses prédécesseurs. Le retard pris dans la condamnation du stalinisme ? Il a commencé en 1956. Les perversions du centralisme démocratique ? C'est aussi de l'histoire ancienne. "Le centralisme démocratique fut dévoyé sous l'influence de ce qui se pratiquait en Union Soviétique (...), ce temps est révolu depuis maintenant longtemps, très longtemps. La très grande majorité des communistes - ceux qui ont adhéré depuis moins de vingt-cinq ou trente ans - n'en ont même aucune idée." Marchais admet un "défaut d'analyse et appréciation" sur la profondeur de la crise des sociétés de l'Est. Mais il ajoute : "Personne n'a échappé à ce défaut (...), ni les promoteurs de la perestroïka, ni les dirigeants occidentaux ne pensaient que les problèmes étaient à ce point explosifs." Alors, comment pouvait-il, lui, en avoir clairement conscience ?

La "défausse", c'est le moyen commode qu'a trouvé le secrétaire général pour expliquer le déclin enregistré par son parti sous son règne. Il avait déjà utilisé cette méthode au XXVe congrès, en 1985. Elle s'avère payante puisqu'elle devrait lui permettre d'être réélu à la tête du PC.

Désorienté par son déclin et l'effondrement des pays de l'Est, le Parti communiste qui ne se veut ni "social-démocrate" ni "gauchiste", réaffirme son identité "révolutionnaire". Georges Marchais a employé ce mot à plusieurs reprises, à dessein. Comme si le PC, au moment où certains modèles communistes disparaissent, se devait de remplir le rôle de gardien du temple.

La machine continuera donc à tourner à vide en quête du fameux "rassemblement populaire majoritaire" qu'on ne voit toujours pas venir depuis cinq ans.

Quant aux contestataires, ils n'auront d'autre solution que de partir ou bien de rentrer dans le rang pour se battre dans l'inefficacité la plus totale. Les reconstructeurs de Félix Damette et Marcel Rigout ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre d'un parti au fonctionnement suicidaire. Ils ont l'intention d'organiser une nouvelle force politique en dehors du PC et se montrent intéressés par les états généraux de la gauche. Seront-ils suivis par Charles Fiterman et ses amis ? Rien ne permet encore de le dire...

Jean-Pierre Bedeï

Les mécanismes du déclin

Maître de conférences à l'Université de Picardie, Bernard Pudal est l'auteur de "Prendre parti", étude de sociologie historique du PCF (1). Où, il apporte un éclairage original sur la crise que vit celui-ci.

"Vendredi". Vous inscrivez cette crise dans celle de "la reproduction des intellectuels d'institution" : les prêtres, les instituteurs, les militants ouvriers communistes. Quel parallèle peut-on faire entre eux ?

Bernard Pudal. En mettant en parallèle l'Eglise, l'école et le PC, je compare ces intellectuels d'institution que sont les prêtres, les instituteurs et les dirigeants du PC. Ils ont un point commun : ils sont d'origine populaire et disposent d'un petit capital scolaire particulier. L'institution qui les a recrutés leur a dispensé un savoir -celui du primaire- et les a limités dans celui-ci. A sa façon, le PC, comme l'Eglise et l'école, a permis à un certain nombre de personnes d'accéder à des fonctions de petits intellectuels. Or, actuellement, nous assistons à un tarissement des vocations chez les prêtres, les instituteurs et les militants communistes ; voici une nouvelle période historique de production des intellectuels d'institution. Les crises parallèles du métier d'instituteur et de celui de prêtre, sont dues à l'ensemble des transformations qui ont affecté le système scolaire. A la différence de l'Eglise et de l'école, la sélection des intellectuels organiques communistes se caractérise principalement par un repli sur un corps de permanents d'origine ouvrière. Le PC s'efforce de résoudre sa crise d'intellectuels d'institution en prônant une sorte de fidélité à un passé révolu.



Mais l'ouvriérisme et la fidélité au Parti n'ont-ils pas toujours été les critères de promotion au sein du PC ?

Si, tout à fait. Mais cette fidélité au PC est requise de plus en plus au détriment de capacités militantes. Autrefois, les postes de direction du PC étaient conquis par des militants aguerris aux luttes sociales, qui avaient su se doter d'une autorité incontestable au sein des différentes communautés ouvrières dont ils avaient pris la tête (cités des banlieues ouvrières, cités minières, etc). Les mécanismes de sélection prenaient en compte leurs prédispositions à s'ajuster au Parti communiste "stalinisé" mais aussi leurs aptitudes à diriger les luttes et à organiser les communautés dont ils devenaient les notables. En revanche, les successeurs du groupe fondateur du PC ont hérité, en grande partie, parfois quasi-familialement, les postes conquis par leurs prédécesseurs. Ainsi, il s'est créé de véritables réseaux familiaux, en particulier dans les municipalités communistes, qui sous-tendent toutes sortes de postes politiques municipaux, associatifs, ainsi que ceux des entreprises que contrôle le PC. Ce processus de bureaucratisation de l'entreprise communiste tend à modifier les critères de sélection du personnel politique en majorant les éléments "éthiques" et notamment la "fidélité" au Parti au détriment d'autres aptitudes. Mais cette fidélité pose une question de fond : quelle place est-il fait aujourd'hui dans les élites aux gens issus des classes populaires et ouvrières ? Ce problème social reste toujours à résoudre. Le PC y a été confronté. A travers le stalinisme, il avait trouvé une manière de lever les obstacles et d'assurer la représentation de la classe ouvrière. Actuellement, l'une des faiblesses du PS est sa difficulté à retrouver le canal d'un rapport étroit avec les classes populaires, ce qui n'est pas sans lien avec la montée du Front national.

Le PC, dans les années 60-70, a tenté de s'ouvrir et de mieux s'insérer dans la vie politique. Sans y parvenir vraiment.

Dans les années 60-70, s'est opéré un travail politique de renouvellement au sein du PC que l'on peut étiqueter comme un aggiornamento. La signature du programme commun en constitue l'achèvement. Ce qui s'est traduit, entre 1972 et 1978, par l'arrivée au sein du PC de nouveaux militants qui n'étaient pas des ouvriers, mais qui se recrutaient plutôt parmi les enseignants, les cadres moyens et supérieurs. L'opposition entre ce renouvellement sociologique et l'ouvriérisme prêché par les dirigeants du Parti a entraîné le départ des couches nouvelles. La crise qui secoue le PC actuellement résulte de ce phénomène. Aujourd'hui, les élus ont pris le relais de la contestation. Des hommes comme Rigout ou Poperen, qu'on aurait pu cataloguer comme des purs staliniens, montrent qu'ils sont restés fidèles à leur idéal révolutionnaire. Mais ils sont confrontés à la même crise : l'impossibilité du PC de s'adapter tant qu'un noyau dur se présente comme garant d'un ouvriérisme qui conserve une certaine audience au sein du Parti.

Propos recueillis par J.-P. B.

(1) Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989.

"Vendredi"

Lorsque j'ai lancé, il y a deux ans, l'idée de fonder un hebdomadaire pour les socialistes, je crois avoir provoqué étonnement et incrédulité chez beaucoup. Mais aussi des enthousiasmes. Puis "Vendredi" est né. Et "Vendredi" a réussi.

Tous les Français sont soumis à un flot continu d'images, de sons et de papiers. "Vendredi" a pourtant su trouver sa place. Il n'est pas un journal de plus, un journal en plus. Il est un journal au regard différent. Et c'est ce regard-là, qui fait son utilité, son originalité et sa force.

De plus, "Vendredi" a relevé le défi du journalisme. Il a réussi à montrer qu'entre l'information rigoureuse et l'engagement militant, il pouvait y avoir concordance de temps. Durant cette année 1990, qui restera comme celle des paradoxes, avec les espoirs les plus fous et les menaces les plus vives, "Vendredi" a ordonné le désordre pour nous faire voir plus clair et plus loin.

Enfin, et ce n'est pas son moindre mérite, "Vendredi" a relevé le défi de l'unité. Il est resté le journal de tout le Parti dans une période où, vous pouvez l'imaginer, ce n'était pas toujours aisé.

Tous les problèmes de communication d'un grand parti comme le nôtre ne sont bien sûr pas réglés pour autant. Beaucoup reste donc à faire et nous allons l'entreprendre. Mais je veux remercier chaleureusement, en mon nom mais aussi, j'en suis sûr, au nom de tous les militants, l'ensemble de l'équipe du journal pour cet acquis.

Si je le fais maintenant, c'est parce que ce numéro de "Vendredi" marque un tournant : il est le dernier de l'année 1990 et le dernier sous cette forme. 1991 sera en effet, pour "Vendredi", l'année de nouveaux défis.

Dès la rentrée, "Vendredi" passera à vingt-quatre pages. Chacun est conscient de ce que cela autorise : davantage d'idées, de débats, d'enquêtes dans les fédérations, d'informations sur l'activité du Parti...

Quant au défi du tirage, il dépend de vous. Que chaque militant place, ne serait-ce qu'un seul abonnement auprès d'un seul sympathisant, et nous aurons des moyens supplémentaires pour notre journal et des perspectives nouvelles pour constituer une communauté socialiste plus large. Nous comptons sur vous !



"LA GAUCHE EST MORTE,

Débat Max Gallo - Gilles Martinet sur le "constat du réel"

"Vendredi". **Dans son livre, Max Gallo dresse un véritable réquisitoire. Les gouvernants successifs, appelés, pour mieux marquer une distance nouvelle, "les gouvernementaux", sont accusés de reniement, voire de trahison. D'accord sur le diagnostic ?**

Max Gallo. Le titre dit "la gauche est morte", je précise : une gauche est morte. Il s'agit de rompre avec une pratique et non avec le Parti socialiste. J'emploie l'expression "les gouvernementaux" mais, de cette gauche gouvernementale j'ai fait partie un temps assez bref. Une partie de nos camarades confond culture de gouvernement avec culte du gouvernement. Il y a un fossé réel entre la manière dont, pour des raisons structurelles, on conçoit la vie sociale quand on est au gouvernement et quand on n'y est pas. Pour ce qui est du terme de trahison, je récuse cette notion tout au long de mon livre. Pour ce qui est du reniement, le mot me paraît moins fort, je peux l'assumer : un certain nombre de projets étaient avancés, je ne parle pas de la rupture avec le capitalisme à laquelle je n'ai jamais cru, mais des inégalités, du service public de l'audiovisuel, du chômage. Il y a eu acceptation de réalités que l'on voulait transformer. De ce point de vue, on peut parler d'une forme de reniement.

Gilles Martinet. Certes, nous avons tourné le dos à peut-être l'essentiel du programme d'avant 1981, marqué par la trilogie nationalisation-planification-autogestion. Mais, à partir de ce constat, s'impose une réflexion. S'agit-il d'un facteur psychologique, de dirigeants socialistes saisis par la culture de gouvernement ou influencés par les idées libérales ? Ou s'agit-il simplement du fait que ce programme n'était pas réalisable ? Dans ce qu'a écrit Max Gallo me paraissent positifs l'abandon de la langue de bois et la rupture avec nos habitudes monarchiques : dans le Parti, critiquer tel ou tel aspect d'une politique, dont le président a la responsabilité, paraît presque un crime de lèse-majesté. Ce qui est scandaleux, c'est de le critiquer en douce. Ce que je reproche à la démarche de Gallo, c'est le fait que le lyrisme tient souvent lieu d'analyse, notamment à propos de la gauche. La gauche, c'est un phénomène spécifiquement français, est composée grosso modo de deux éléments bien distincts : le mouvement ouvrier et la bourgeoisie républicaine. La bourgeoisie républicaine est un fait historique lié à la Révolution, à la lutte contre le cléricalisme. Le mouvement ouvrier a profité de cette alliance, dans certains cas, pour passer des réformes mais il faut constater que c'est la bourgeoisie républicaine qui a pris le dessus. Il faut s'interroger sur ce fait, par rapport à ce qu'étaient nos espoirs d'avant 1981. On a essayé de mettre un peu de démocratie dans l'entreprise. Les lois Auroux sont positives mais, pour dire la vérité, elles vont moins loin que ce qui existe en Scandinavie et en Allemagne. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas eu, en 1981, de mouvement social accompagnant la victoire électorale... La crise de la gauche en France est avant tout une crise du mouvement ouvrier. Il n'est pas étonnant que d'autres logiques l'emportent. Dans ton livre, tu évoques ton père. Je pourrais invoquer mon beau-père, puisqu'ils étaient tous les deux Italiens, ouvriers, syndicalistes, etc. Le mouvement ouvrier, porteur de tous leurs espoirs, représente une fraction de la gauche, pas la gauche. Si on n'analyse pas les raisons de l'affaiblissement du mouvement ouvrier alors que le monde des salariés est depuis longtemps majoritaire dans la population active, si on ne part pas d'une certaine analyse sociale, on ne comprend pas pourquoi nous n'avons pas réalisé une grande partie des objectifs d'avant 1981.

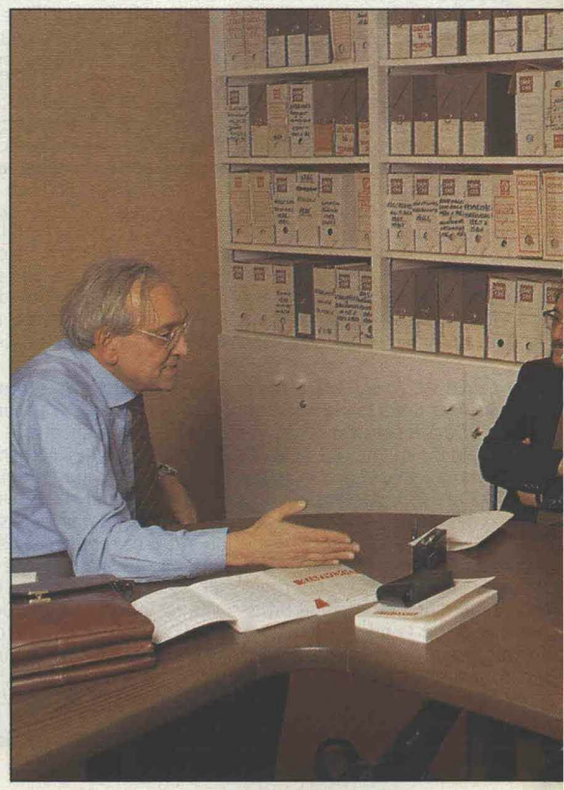
Max Gallo. En effet, une des caractéristiques de la France est l'absence de parti social-démocrate. C'est une cause essentielle de ce qui s'est passé depuis 1981 et probablement même avant, depuis les années 70, avec le gel d'un mouvement ouvrier potentiel et, en même temps, son enfermement dans l'impasse-forteresse qu'est le PC. Il ne faut pas faire une analyse historique à partir uniquement de la sensibilité et du lyrisme, mais le constat du réel me paraît aussi important que l'analyse et la rigueur de l'analyse. Après dix ans, non seulement nous n'avons pas réalisé notre projet, mais nous avons probablement reculé en termes de démocratie politique, si nous pensons au fonctionnement de plus en plus surréaliste de la démocratie parlementaire, à l'abstention, au nombre d'adhérents des partis politiques et des syndicats. Nous nous trouvons face à une société encore plus inégalitaire qu'il y a une vingtaine d'années. Nous allons avoir à payer un certain nombre de chèques que nous n'avons pas endossés, qui ont été dilapidés dans les pays de l'Est. Il n'y a plus de modèles, ce qui n'est pas un mal, mais pas non plus d'idées permettant d'orienter la réalité ni de ressort de transformation sociale. Ce qui fait défaut gravement, dans le discours des gouvernementaux et des politiques, sauf celui totalement fermé sur lui-même de l'extrême gauche et du PC, c'est le refus d'un certain ordre établi. Au moment où s'annonce une chute des investissements, des trains de licenciements, il serait sans doute bienvenu.

Gilles Martinet. Sur ce point, certains dirigeants du Parti n'ont pas conscience de ce que j'appellerai le déficit émotionnel. Mes cinquante années de militantisme m'ont appris le scepticisme à l'égard de l'annonce périodique de la fin des idéologies. L'homme ne peut se passer d'idéologie, comme il ne peut se passer d'oxygène. Il faut qu'il y ait des objectifs (le fameux "changer la vie ici et maintenant") qui mobilisent les gens, qui les fassent se dépasser eux-mêmes. Mon accusation de lyrisme ne signifie pas que je sois contre tout lyrisme. Je suis contre une vision trop pragmatique, trop mécaniquement réaliste. Mais il faut que cette démarche s'appuie sur une analyse très rigoureuse. Ce qui nous frappe de plein fouet, nous, socialistes, c'est l'accroissement des inégalités. En 1974, la campagne de Mitterrand s'est faite sur la réduction des inégalités... La crise n'était pas encore là, on ne parlait pas de chômage, on parlait des inégalités.

Max Gallo. Aussi des inégalités en termes de partage de pouvoir. Sans parler d'autogestion, c'était : "On va vous rendre le pouvoir."

Gilles Martinet. Exactement, mais aussi des inégalités de revenus puisqu'à un moment nous discutions sur l'éventail des salaires. Je constate qu'en Allemagne, où le gouvernement est au centre-droit, les salariés ont vu leur condition améliorée du point de vue de la durée du travail et des salaires. Un rapport de forces existe avec un syndicat puissant, uni. Tant que nous ignorerons les termes unificateurs d'un mouvement social, nous patinerons. Ce n'est pas une critique du gouvernement qui fait des choses positives dans un cadre et dans un entourage international extraordinairement difficiles. Notre analyse doit porter en premier lieu sur le social. Nous sommes devenus un parti de classes moyennes salariées à faible effectif, sans enracinement profond, à part nos élus.

Max Gallo. Posons-nous la question du rapport intime qui, en France, lie le mouvement social et l'Etat républicain. Un mouvement social peut-il exister si l'Etat renonce à ses prérogatives en fonction d'un certain nombre de postulats idéologiques ou de l'intégration européenne ? Dès lors qu'on dit moins d'Etat, qu'on fait la critique du centralisme jacobin, des politiques publiques, on renvoie à une société civile qui, en France, précisément, ne trouvait son équilibre réforma-



VIVE LA GAUCHE"

teur que par le rôle de l'Etat. Nous avons développé une idéologie antiétatique qui avait sa légitimité en fonction d'un modèle social-démocrate souhaitable, par là même nous nous sommes placés dans la situation de ne plus rien avoir. En enlevant à la fonction publique française cette colonne vertébrale qu'était l'idéologie d'Etat, nous n'avons plus la morale privée qui, ailleurs, sert de garde-fou aux dérives personnelles, à l'enrichissement personnel, au pantouflage.

Gilles Martinet. L'idéologie à laquelle tu fais allusion est née il y a 20-25 ans de milieux qui ralliaient la gauche avec, derrière eux, une tradition antijacobine, pour une large part de milieux chrétiens qui avaient une tradition de méfiance vis-à-vis de certaines formes de la politique et avaient l'idée de créer une démocratie à partir de la société civile, avec une certaine méfiance à l'égard de l'Etat centralisateur. Ces courants ont apporté beaucoup, ils ont été très liés au développement des idées autogestionnaires. Quand j'ai parlé de bourgeoisie républicaine, j'ai fait appel à une notion historique qui, elle aussi, se modifie. De même que le mouvement ouvrier n'est plus ce qu'il était, on ne peut plus parler de la même façon de ceux qui sont proches du pouvoir, qui le soutiennent, dans le monde industriel et financier. Est-ce la vieille détermination d'une bourgeoisie qui se sent liée à la Révolution française ? Ou uniquement les bourgeoisies minoritaires juives et protestantes ? Non. L'analyse, non seulement des évolutions du mouvement ouvrier, mais de cette fraction du patronat français qui accepte la gestion des socialistes tout en pesant par sa logique sur cette gestion, est aussi nécessaire.

Max Gallo. Quand un ministre important comme Jean-Pierre Soisson déclare : "Moins l'Etat intervient, moins le parlement légifère et mieux la société se porte", peut-il y avoir, dans un pays comme la France, naissance du mouvement social ? Les valeurs de la gauche, n'ont-elles pas été peu à peu, à l'intérieur même du Parti socialiste, pour des raisons sociologiques, internationales, du poids de l'économie, peut-être du courage des hommes dans le combat des idées et de l'action, remplacées par un humanisme social qui s'insère tout à fait dans la tradition chrétienne ?



Gilles Martinet. Cela dit, ces mêmes milieux chrétiens essayaient justement d'établir à travers la planification un lien entre le mouvement social et le rôle de l'Etat puisque les travailleurs, à tous les échelons, devaient participer à sa réalisation. La planification démocratique était opposée aux interventions administratives, purement bureaucratiques, de l'Etat. Donc, ils ne prônaient pas tellement un Etat faible, même si cette idéologie perçait déjà. Pourquoi la planification, qui était dans notre programme, n'a-t-elle pas tenu alors que nous avons réuni dans un premier temps les éléments qu'on jugeait indispensables : la nationalisation du système bancaire et de neuf grands groupes ? Nous vivions dans une économie internationale, il fallait faire sortir du rouge les entreprises nationalisées. Elles l'ont fait en développant des stratégies propres liées à l'économie de marché internationale. Fallait-il faire du protectionnisme ? Se dégager de l'Europe ? On ne peut pas ramener cela simplement à l'épisode du SME.

Max Gallo. Je n'ai pas de solution miracle. Mais je sais que, dans plusieurs pays, le Japon, même les Etats-Unis, l'intervention de l'Etat existe. Avons-nous eu réellement une politique industrielle ? N'avons-nous pas choisi un visage de l'adaptation : la politique du franc fort, les aspects financiers ? Thomson avait 20.000 emplois à l'étranger et 50.000 en France, maintenant 50.000 à l'étranger et beaucoup moins en France. Ce choix, dicté par la concurrence internationale, est à relier à ceux, à l'intérieur des entreprises, d'une politique de dégraissage plutôt, par exemple, que de la réduction du temps de travail. Les ouvriers de chez Skoda ont menacé de se mettre en grève si Renault emportait l'affaire, à cause du meilleur statut social des ouvriers de Volkswagen. Cessons de dire que nous avons fait la seule politique possible parce que cette politique, au terme de dix ans, je ne peux pas la considérer comme un succès. Les journaux sont pleins, ces jours-ci, de la faillite de l'audiovisuel public. Voilà un secteur qui ne met pas en cause les grands équilibres mais qui est fondamental pour la culture française : on ne peut pas parler de politique culturelle sans parler de télévision. Fallait-il renationaliser TF1 ? Nous avons choisi de ne pas le faire, soit. Mais, à partir de là, quelle est notre intervention ? aucune. Un Etat comme la France a tout à fait les moyens de construire un service public fort, une chaîne généraliste, et peut-être même deux, hors des contraintes du marché, c'est-à-dire sans publicité, sans tenir compte de l'audimat, mais avec le souci d'atteindre à terme une audience. Nous ne le faisons pas, nous capitulons devant les logiques que nous avons mises en route nous-mêmes, devant la puissance des publicitaires. Nous faisons moins bien que l'Angleterre de Madame Thatcher, qui a une BBC autonome, un service public fort et s'est même débrouillée pour avoir une chaîne privée, Channel 4, qui fait quasiment du service public.

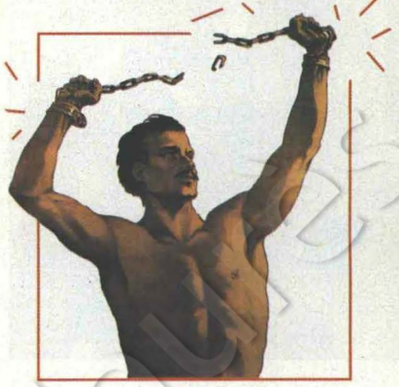
"Vendredi". **Arriverons-nous à définir précisément le rôle de l'Etat ? Comment l'Etat peut-il intervenir en tant qu'actionnaire principal dans les entreprises qu'il contrôle? De quels pouvoirs réels d'intervention disposent les politiques dans une économie mondiale aussi imbriquée ?**

Gilles Martinet. Pour l'instant, l'intervention de l'Etat, c'est surtout celle du ministère des Finances. Elle tient compte de critères qui ne sont pas liés à une politique d'ensemble.

Max Gallo. Ce n'est pas parce que nous sommes en économie ouverte que nous sommes démunis de possibilités d'interventions. L'exemple de la télé nous montre que ce n'est pas le cas. Nous savons bien, par exemple, que quand M.Kohl a voulu qu'un mark est égalât un mark ouest, il a imposé son point de vue aux économistes, aux banquiers, au patron de la Banque fédérale.

◀ *De gauche à droite, Max Gallo, Bernard Chaouat et Gilles Martinet*

MAX GALLO
LA GAUCHE EST MORTE. VIVE LA GAUCHE!



EDITIONS ODILE JACOB

Gilles Martinet. Je pense que l'idée de planification sous des formes totalement différentes de celles que l'on concevait dans le passé, bien entendu de ce qui existait à l'Est, n'est pas à abandonner. Entre 1981 et 1983, les gouvernants ont essayé de faire des choses. Nous avons commencé par les nationalisations, la décentralisation, les lois Auroux. Nous nous sommes heurtés à des obstacles qu'il faut essayer de réanalyser.

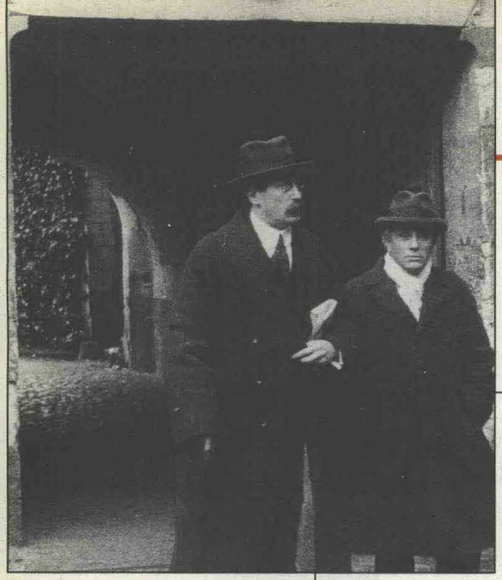
Max Gallo. Si c'était vraiment une politique de rupture que nous voulions, le choix du ministre de l'Economie et des Finances était pour le moins curieux. Nous savons tous que, dès décembre, il réclamait une pause.

Gilles Martinet. Au départ, Delors est un homme qui exécute la politique des nationalisations. Ministre compétent dans le domaine économique, il n'était pas dans la position de résister à la politique que souhaitait le président, en dehors du fait qu'elle permettait de mettre Rocard ailleurs. On ne peut pas faire semblant de dire que Mitterrand, symbole de la gauche, n'a pas de responsabilité.

Max Gallo. Nous sommes dans la Ve République, on ne peut pas séparer la politique qui a été suivie de celui qui, institutionnellement, était son initiateur, sous peine de rentrer dans des jeux politiques où on se sert de X contre Y. J'appelle mes camarades socialistes à regarder le réel. Si ce réel ne les satisfait pas, je ne dis pas qu'il faut s'envoler dans une utopie globale. Je dis : retrouvons en nous la capacité de refuser, au nom de valeurs fondamentales qui ne sont pas dans le détail programmatiques, mais qui fondent la possibilité de réfléchir à un programme.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

Abonnez-vous les !



▲ *Le congrès de Tours : Léon Blum (à g.). Photo inédite.*

Léon Blum : "Que quelqu'un reste garder la vieille maison"

Le congrès de Tours reste dans la mémoire de la gauche comme celui de la division entre ceux qui restèrent fidèles à la SFIO et ceux qui décidèrent de rejoindre la IIIe Internationale. Une coupure terrible qui devait affaiblir toute la gauche française.

"Un vote de majorité, je le répète, ne changera rien à un cri de conscience assez fort chez nous pour étouffer ce souci d'unité qui nous a toujours guidés. Nous sommes convaincus jusqu'au fond de nous-mêmes que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faudra que quelqu'un reste garder la vieille maison. Nous sommes convaincus qu'en ce moment, il y a une question plus pressante que de savoir si le socialisme sera uni ou s'il ne sera pas. C'est la vie même du socialisme que nous avons la conscience profonde de préserver en ce moment dans la mesure de toutes nos forces", lance d'une voix déchirée, Léon Blum à la tribune du XVIIIe congrès du Parti socialiste.

L'après-midi du 27 décembre 1920, à Tours, dans la salle du Manège, il s'adresse aux délégués qui, depuis le samedi 25, dans une atmosphère tendue, passionnée, énervée, émouvante, crispée, débattent de l'avenir du socialisme en France, examinent s'ils doivent répondre favorablement aux vingt-et-une conditions dictées par la IIIe Internationale. En d'autres termes, doit-on accepter, les yeux fermés, les ordres de Lénine et de Moscou ? Comment en est-on arrivé là ?

Jaurès et la guerre

En 1905, salle du Globe à Paris, Jean Jaurès, Jules Guesde, Edouard Vaillant, unissent non sans difficulté leurs forces en permettant la naissance du Parti socialiste unifié, section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Jaurès, pour qui l'unité reste le besoin "le plus profond et le plus noble de l'esprit humain", n'a cessé d'œuvrer en ce sens. Prophète et leader de la SFIO, il lutte contre les menaces de guerre qui se glissent dans une Europe où les frontières demeurent fragiles, où souffle l'esprit de revanche. Jean Jaurès et ses amis croient que l'Internationale évitera l'irréparable. Ils pensent que les socialistes allemands s'opposeront au conflit.

Après l'assassinat, fin juin 1914, de l'héritier de la couronne impériale d'Autriche-Hongrie, Jaurès multiplie les interventions, se dresse, pathétique, au meeting du Pré-Saint-Gervais pour dénoncer les bruits de bottes.

Le 31, en début de soirée, au café du Croissant, à quelques mètres de cette "Humanité" où il signe ses lumineux éditoriaux, il est abattu par Raoul Villain, grand lecteur de "L'Action Française" où, jour après jour, Charles Maurras et ses disciples fustigent les campagnes du député du Tarn. Emotion générale, la guerre est déclarée le 3 août. Le 4, les députés socialistes votent les crédits de guerre. Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement. Les socialistes ne le quitteront qu'en septembre 1917.

Dès 1915, le Parti se divise sur la question de la guerre. La majorité approuve l'effort de défense nationale. Les minoritaires, conduits par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, s'élèvent contre la politique d'union sacrée et souhaitent renouer des contacts internationaux. Au congrès de décembre 1915, ils sont minoritaires, se retrouvent presque à égalité l'année suivante, obtiennent la majorité en octobre 1918. En 1917 éclate la révolution russe. Lénine et les bolcheviks victorieux créent une IIIe Internationale en lutte contre la IIe (1919). Aux élections législatives de 1919, en France, la droite l'emporte largement. La SFIO gagne environ 250.000 voix mais glisse de 103 à 69 députés, perdant notamment Jean Longuet.

Au congrès de Strasbourg, en février 1920, le Parti choisit de quitter la IIe Internationale, d'envoyer une mission en Russie pour discuter avec les nouveaux dirigeants et voir les premières réalisations du régime. Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard partent et assistent au deuxième congrès de l'Internationale qui fixe les conditions d'admission à la IIIe. Les discussions sont animées et parfois brutales, pendant ce temps, dans les sections et les fédérations.

La situation pour les travailleurs n'a cessé de se dégrader depuis novembre 1918. Les salaires, les conditions de travail demeurent médiocres. Les vastes mouvements de grève n'ont pas débouché sur des succès. Ainsi, en 1920, on licencie de nombreux cheminots car ils ont refusé d'assurer le service. Le gouvernement, impitoyable, harcèle les syndicalistes, traque les militants.

Les survivants de la Grande Guerre sont épuisés par ces années où ils ont dû subir ordres et contre-ordres souvent incompréhensibles en voyant tomber leurs camarades. Ils ne comprennent pas cet univers politique où ils constatent que trop de parlementaires se servent

A lire

"Léon Blum au congrès de Tours" "L'OURS" n° 196
Jacques Girault et Jean-Louis Robert : "1920, le congrès de Tours", (Messidor)
Annie Kriegel : "Aux origines du communisme français", (Mouton) et "L'Œuvre de Léon Blum" (Albin Michel)

Yvonne Sadoul : "Nous allions changer la face du monde"

Yvonne Sadoul (101 ans) est l'une des très rares participantes au congrès de Tours qui puisse témoigner. Elle y a assisté en tant que déléguée de la fédération socialiste de Paris. Epouse du capitaine Jacques Sadoul, envoyé par le gouvernement français en mission à Moscou, pendant la guerre de 1914-1918, elle avait passé trois mois en URSS en 1920, où elle avait fait la connaissance des leaders de la Révolution d'octobre.

"Vendredi". Comment avez-vous préparé le congrès de Tours ?

Yvonne Sadoul. Je suis revenue d'URSS à l'automne 1920, après avoir assisté au IIe congrès de la IIIe Internationale. Mes amis m'ont alors demandé de participer à des réunions politiques et syndicales pour préparer le congrès de Tours. On m'invitait à raconter ce que j'avais vu en Union Soviétique, mais je n'aimais pas trop prendre la parole en public.

Quels souvenirs avez-vous du congrès de Tours ?

Le souvenir le plus émouvant reste celui de l'arrivée de Clara Zetkin, qui était une député communiste allemande. Pendant quarante ans, elle avait lutté dans son pays, d'abord comme membre du Parti social-démocrate, puis, comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, de la Ligue spartakiste. Elle était arrivée clandestinement, car elle était interdite de séjour en France, et nous l'avions cachée dans un château sur les bords de la Loire. Le 28 décembre, elle a fait son entrée dans la salle du congrès de Tours. Tout le monde s'est levé et l'a écoutée debout. Quand elle a eu terminé son discours, les congressistes ont entonné l'Internationale. Puis, nous avons éteint la lumière afin qu'elle puisse profiter de l'obscurité pour partir et échapper à la police.

Quelle était l'ambiance des débats ?

C'était une chaude ambiance. Les débats ont été durs, mais les jeux étaient faits à l'avance. Dès leur retour d'URSS, où ils avaient assisté au congrès de l'Internationale, l'été précédent, Cachin et Frossard avaient effectué un intense travail de propagande qui leur avait permis d'acquérir la majorité.

Quelle image gardez-vous des principaux protagonistes du congrès, Cachin, Frossard, Blum ?

Au cours du congrès, j'ai été assise plusieurs fois à côté de Marcel Cachin. Il était de souche bretonne et, quand on le voyait, il avait l'air très breton, en effet. C'était un excellent orateur. Il avait une voix tellement puissante que, lorsqu'on était à côté de lui, on vibrait. Son langage n'était pas ouvriériste. Il parlait simplement, sans essayer de faire du racolage. J'étais très amie avec lui et sa famille. Au cours de ce congrès, j'ai beaucoup admiré Ludovic-Oscar Frossard. Il était très habile, et il a mis Jean Longuet dans sa poche. C'était un redoutable tacticien. Je ne connaissais presque pas Léon Blum. Lui aussi était un grand orateur. Mais il n'avait pas du tout le même style que Cachin. Il faisait moins peuple, il était un grand intellectuel.

Sur le moment, quels sentiments vous a inspirée l'issue du congrès ?

Lors de la proclamation du résultat du vote, les partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale, comme moi, ont fraternisé ; le congrès était en joie. J'avais l'impression qu'en URSS, quelque chose de nouveau se créait et que nous allions alors changer la face du monde.

Propos recueillis par J.-P.B.



▲ *Tours, salle du Manège, 27 décembre 1920.*

de leurs sacrifices pour perpétuer le vieil ordre des choses. Certains pensent que, là-bas, dans cette immense Russie qui a su obtenir à Brest-Litovsk une paix de compromis, un nouvel ordre des choses voit le jour avec une patrie des travailleurs, pour les travailleurs... Le pacifisme compte, aussi, des adeptes.

Les militants de 1920, dans leur majorité, sont depuis peu à la SFIO et apparaissent "plus révoltés que révolutionnaires". Moscou, décidément, pour eux, est la bonne étoile. Elle les conduira vers un monde sans classes. A la veille du congrès de Tours, les partisans de Moscou apparaissent les plus déterminés et les mieux organisés. Les vingt-et-une conditions, malgré leur implacable rigidité, malgré leur exigence d'alignement inconditionnel sur l'URSS, ne semblent pas gêner ces hommes qui se pressent vers la salle du Manège.

Naissance du Parti communiste

Au 1er octobre 1920, la SFIO compte 178.787 adhérents (34.688 en 1905 ; 93.218 en 1914 ; 34.063 en 1918). 370 délégués représentent, à Tours, 89 fédérations... 6 ne sont pas représentées (Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Côtes-du-Nord, Landes, Martinique, Tonkin).

Dès les premières interventions, le débat roule et gronde sur l'adhésion à la IIIe Internationale. Tous les leaders du Parti prennent la parole. Moscou trouve ses meilleurs avocats avec Marcel Cachin et Paul Vaillant-Couturier. "La Russie soviétique, affirme le premier, est en proie à la détresse, nous ne l'avons pas caché, mais la foi, l'enthousiasme, l'espérance en l'avenir restent admirables et poignants." "Nous savons parfaitement que la scission, ici, se prépare, lance le second. Nous savons parfaitement que nous voulons rompre définitivement avec la politique de droite et avec la politique centriste... Quelque douleur que nous ayons à l'avouer, il y a ici des hommes qui ne peuvent plus travailler ensemble."

Finalement, les partisans de Lénine l'emportent par 3.252 mandats. La motion Longuet-Paul Faure en obtient 1.022, celle de Pressemane 60. On relève 397 abstentions "parmi lesquelles sont comptées les voix de la motion Blum-Paoli, retirée par ses auteurs". Le Parti communiste est né.

Le 30 décembre, dans l'après-midi, à l'hôtel de ville de Tours, le Parti socialiste (SFIO) se réunit autour de Blum, Longuet, Paul Faure, Varenne et affirme son espoir de pouvoir "ramener un jour prochain les dissidents communistes au sein du Parti socialiste".

L'historienne Annie Kriegel relève : "Le congrès de Tours n'a pas eu, en son temps, le caractère radical qu'on lui prêta a posteriori. Il ne fut qu'un épisode d'une lutte de tendances qui se poursuivit bien après que la scission eut pourtant organiquement séparé les combattants. Et l'on ne s'avisa de son importance historique qu'à partir du moment où la scission devint décidément une réalité stable : il apparut alors, rétrospectivement, non comme une simple péripétie dans l'histoire du socialisme français, mais comme un événement majeur ayant créé une situation nouvelle de longue durée."

Tours demeure une pierre d'achoppement entre le PC et le PS. Aujourd'hui, encore, des hommes, comme l'ancien ministre communiste Anicet Le Pors, jugent que les majoritaires avaient fait le bon choix. En réalité, le bon choix fut celui de Léon Blum et de ses amis. Ensemble, ils recomposèrent une SFIO capable, en 1936, avec le Front populaire, de favoriser de considérables avancées sociales.

En 1990, le Parti socialiste poursuit sa route en n'oubliant pas les choix de Tours. En 1990, comme le souligne Pierre Mauroy, "la question reste de savoir si le socialisme sera ou s'il ne sera pas".

Il nous appartient d'apporter la réponse.

Pierre Ysmal

La grande pauvreté et ses multiples visages

Dans la nuit de jeudi à vendredi, partout, en France, la solidarité a été à l'honneur : des adolescents ont rencontré des vieillards, des jeunes handicapés mentaux ont fait la course avec des sportifs de haut niveau, les centres départementaux des Affaires sanitaires et sociales sont restés ouverts. La solidarité fait chaud au cœur mais la pauvreté reste toujours, pour 47% des Français, la difficulté numéro un, juste derrière le chômage. Et 81% estiment qu'elle a augmenté ces dernières années.

Tous les soirs, vers sept heures, il revenait : chez lui, pensait-il. Mais il n'avait plus de chez lui dans cette impasse du XIe arrondissement de Paris. Au printemps dernier, il a été expulsé du studio qu'il occupait dans un immeuble à loyer modéré relativement récent. C'est vrai, il n'avait pas payé son loyer depuis des années. Comment l'aurait-il pu ? Il était au chômage depuis tellement longtemps qu'aucun de ses voisins ne savait quel métier il avait bien pu exercer. Lui, il ne parlait jamais ; avec sa barbe hirsute et ses cheveux presque blancs, il était déjà presque clochard mais, au moins, il dormait au chaud. Aujourd'hui, en plein hiver, il ne revient plus.

La misère, la grande misère, existe encore dans notre pays. Elle existe même plus que jamais, mais elle n'a plus le même visage. Avant, on était pauvre de père en fils. Les pauvres restaient pauvres mais ils pouvaient espérer devenir un jour un peu moins pauvres et même grimper dans la hiérarchie sociale : ils étaient smicards, âgés, malades ou invalides. Maintenant, ils sont chômeurs depuis longtemps ou vivent des situations familiales difficiles (les familles nombreuses ou monoparentales) : la crise et l'éclatement des structures familiales sont passés par là. Aujourd'hui, tout le monde peut devenir pauvre. La mobilité sociale n'est plus synonyme de promotion sociale, elle peut se traduire par un effondrement vers le bas. Un rapport du CERC l'a montré voilà plus d'un an : les pauvres en France deviennent de plus en plus pauvres, tandis que les riches deviennent de plus en plus riches.

Mais, être pauvre, qu'est-ce que cela veut dire ? Selon "l'eurobaromètre" publié par la Commission des communautés européennes, la réponse est unanime dans tous les pays d'Europe : on est pauvre quand on manque de l'indispensable. L'indispensable réside en quatre éléments : les facilités domestiques de base (l'eau courante, l'électricité), la protection sociale, le logement et l'éducation. Les Français, interrogés par sondage au début du mois, par le CSA, pour le compte de "France Inter" et du "Parisien libéré", sont encore plus précis : c'est le fait d'avoir faim qui symbolise la pauvreté pour 59% d'entre eux, suivi par l'absence de logement pour 20%, la solitude pour 15%, le fait d'avoir froid pour 4%. Seulement 2% de Français ne se prononcent pas. 49% pensent que la pauvreté a fortement augmenté ces dernières années dans notre pays, 32% qu'elle est en légère progression.

suite page 8...



La grande pauvreté et ses multiples visages

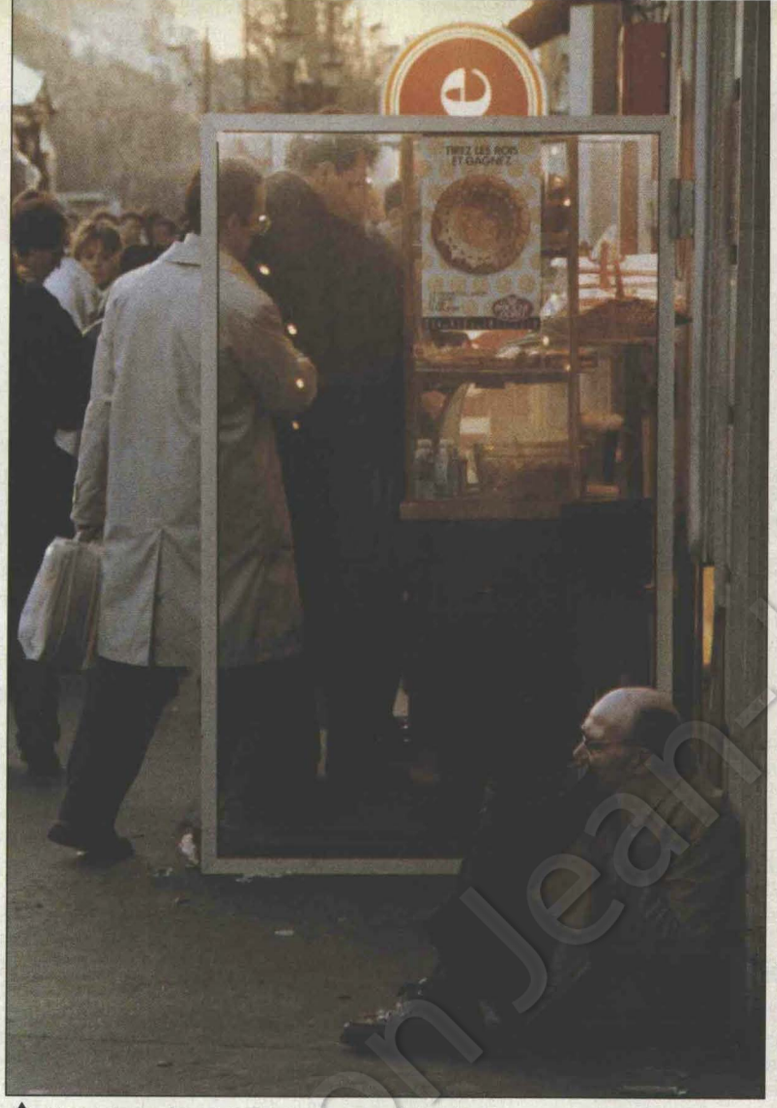
...suite de la page 7

En fait, la pauvreté a de multiples visages. Elle peut constituer une véritable descente aux enfers pour tous ceux qui, à la suite de la perte durable d'un emploi, d'une longue maladie ou d'un événement familial comme une séparation, perdent la totalité ou une partie de leurs revenus et doivent rogner sur leur budget. On s'aperçoit très vite, alors, qu'il existe des dépenses compressibles -les loisirs, les vacances- et d'autres qui le sont beaucoup moins comme les dépenses de logement. Pour 6% des Français, celles-ci constituent une très lourde charge et, pour 1,5%, "une charge à laquelle ils ne peuvent faire face". Ces ménages sont jeunes (un sur deux a moins de quarante ans) et ont la plupart du temps -60%- des enfants. Mais, en cas de grave difficulté, on peut toujours ne pas payer le loyer : généralement, l'expulsion ne vient que longtemps après le premier impayé.

La descente aux enfers

Car il existe toute une hiérarchie dans le degré de compressibilité des dépenses, comme l'a souvent remarqué Emmanuel Reynaud, un sociologue qui a étudié la déformation des budgets des familles ouvrières des banlieues de Rouen et de Paris, quand survient la catastrophe. "Les retards de paiement ou les non-paiements des dépenses d'électricité ou de gaz ont des conséquences plus immédiates que dans le cas du loyer : leur règlement dans les délais s'impose donc d'autant plus." Les dépenses alimentaires sont, quoiqu'on en pense, plus facilement compressibles mais "ces restrictions sont spécialement douloureuses parce que, quotidiennes, elles viennent constamment rappeler à la fois les plus grandes contraintes imposées par la baisse des revenus et les incertitudes qui pèsent sur l'avenir. Elles sont ressenties d'autant plus fortement que l'alimentation tient une place essentielle non seulement dans le budget des familles ouvrières mais aussi dans leur mode de vie."

Si les "Restaurants du cœur" ont fait mouche à ce point, c'est justement parce qu'ils ont répondu à ce besoin essentiel. Ils ont distribué l'an dernier 26 millions de repas à 375.000 inscrits. Parmi ces inscrits, 61% ne disposaient même pas de 500 F par mois pour vivre, une fois payé le loyer. 40% ont entre 20 et 35 ans, 51% ont plus de trois enfants. On voit parfois, dans les files qui attendent devant les "Restaurants du cœur", des femmes en manteau de fourrure qui se sont trouvées seules, un jour ou l'autre, pour élever leurs gamins et qui viennent pour qu'ils puissent manger grâce à eux et conserver un toit grâce à l'argent économisé sur les repas. Selon la Fédération des banques alimentaires, 500.000 Français ne mangent pas à leur faim (1 sur 100). Tous les centres de secours, ceux du Secours catholique, de l'Armée du salut, etc., sont assiégés.



▲ *Et pourtant... le nombre des pauvres a diminué en France.*

Mais ceux-là conservent généralement un toit, que ce soit le leur ou celui de parents ou d'amis. Ce n'est pas le cas des 1.400 personnes qui dorment chaque nuit dans les couloirs du métro de Paris, selon les chiffres donnés par la RATP. Ce n'est pas non plus le cas des 600 personnes que ramasse la brigade des "bleus" pour les faire dormir à l'asile de nuit de Nanterre. Personne ne connaît exactement le nombre de ceux qu'on appelle les "sans-domicile-fixe" mais on cite souvent, comme un minimum, le chiffre de 400.000.

Pourtant, le nombre de pauvres a diminué chez nous depuis dix ans alors qu'il a augmenté, par exemple, en Angleterre. L'institution du RMI a, depuis deux ans, joué le rôle de bouée de sauvetage pour 700.000 familles, protégeant ainsi 1,5 million de personnes avec les conjoints et les enfants. La loi "anti-ghetto" qui renforcera et viendra compléter la loi Besson qui, pour la première fois, a institué le droit au logement en France va, dans la ligne du discours de Bron du président de la République, permettre de lutter plus efficacement contre la ségrégation sociale.

Pourquoi cette très vive sensibilisation à la question de la pauvreté ? "A mon sens, observe Claude Evin en réponse au sondage paru dans les colonnes du "Parisien Libéré", c'est justement parce que ce gouvernement socialiste s'occupe de la pauvreté. Avant, on cachait les pauvres. Nous, nous en parlons, nous appelons les Français à la solidarité... Alors, on s'aperçoit qu'il y a de la pauvreté". Pour aider les plus pauvres à l'approche de l'hiver, les préfets recevront des dotations atteignant 100 millions de francs afin d'installer des structures d'accueil, des aides à la nourriture et au chauffage. Le gouvernement va aussi renforcer les centres d'hébergement et de réadaptation sociale pour qu'ils soient "mieux utilisés" dans le cadre du combat contre la marginalisation. 80 autres millions seront consacrés l'an prochain aux Fonds locaux d'aide aux jeunes en difficulté pour leur apporter une aide temporaire car, parmi les 700.000 jeunes chômeurs de 16 à 25 ans, 100.000 sont en très grande difficulté et cumulent difficultés individuelles et absence de qualification.

Interrogés par sondage, deux tiers des Français déclarent accorder eux-mêmes dans leur vie quotidienne une assez grande ou une très grande importance à la solidarité. De fait, ils ont plébiscité des émissions comme le Téléthon en faveur des enfants atteints de maladies génétiques ou des initiatives comme les "Restaurants du cœur". La nuit de la solidarité du 20 décembre, organisée par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité, est une première. Comme ses voisins, la France risque d'avoir besoin longtemps encore d'initiatives de ce genre.

Monique Grima

Les trous de la protection sociale

Alors que l'extension à tous du droit à une couverture sociale en cas de maladie s'est achevée dans les années 70, il existe théoriquement peu de cas où une personne peut se trouver sans protection ; il ne peut s'agir alors que de situations transitoires - une femme inactive juste après son divorce- ou du résultat d'un comportement de marginalisation vis-à-vis de la société. En fait, ne sont pas protégés les chômeurs sans travail depuis plus de trois ans ou qui ne sont pas inscrits à l'ANPE, des non-salariés (actifs ou anciens actifs) dont on pense qu'ils n'ont pas payé leurs cotisations et, enfin, des personnes sans emploi et qui n'en cherchent pas : la plupart de ceux-là sont célibataires, veufs ou divorcés.

Dans les situations graves, note le très officiel "Rapport sur la santé en France", "le seul recours des personnes sans protection est l'aide médicale à domicile en urgence. Mais celle-ci est parfois difficile à obtenir rapidement, comme en témoigne le public nombreux des centres ouverts par des organisations humanitaires comme Médecins du monde." L'instauration du RMI au cours de l'année 1989, poursuit le rapport sans avoir l'air de trop y croire, "a pu changer notablement la situation".

Plus de cent mille personnes ont ainsi bénéficié d'une affiliation à l'assurance maladie au titre du RMI depuis sa création : elle se traduit par un recours à l'assurance personnelle, prise en charge financièrement par les départements. "Mais, reconnaît elle-même la délégation interministérielle au RMI, si le droit à la santé est maintenant possible, il n'en reste pas moins que la démarche de santé reste difficile pour les personnes connaissant une situation de grande détresse : de même, l'accès aux structures générales de soins ne semble pas toujours facile ni bien compris. Les associations caritatives le notent souvent : la préoccupation de la santé est seconde par rapport aux urgences de la survie."

Ces situations de détresse intense peuvent se traduire, notent tous les observateurs, par l'alcoolisme et des troubles relatifs à l'hygiène mentale. Aussi, des équipes pluridisciplinaires se sont-elles constituées : dans le Doubs, des médecins sont associés au déroulement des contrats d'insertion ; dans les Yvelines, le secteur psychiatrique coordonne son action avec les services instructeurs.

Autre trou béant : les procédures d'attribution de logements sociaux qui sont "à bout de souffle", selon une enquête du CREDOC. Près de la moitié des 23.500 familles pauvres avec enfants du Val-de-Marne ne reçoivent aucune aide au logement. Selon le sociologue Gilles de La Gorce, qui a effectué l'enquête : "La contradiction entre la sophistication du système d'allocation logement et ses résultats décevants en matière d'aide aux plus pauvres est surprenante, alors que les conditions de logement jouent un rôle primordial à la fois comme facteur de pauvreté et comme facteur de réinsertion."

Grâce au RMI, 35.000 personnes ont pu bénéficier d'une allocation logement. En outre, il est aujourd'hui possible d'ouvrir une aide au logement -ou de ne pas la suspendre- en cas d'impayés de loyers (ce qui n'était pas le cas auparavant), pour autant qu'un plan négocié de régularisation de la dette soit rapidement établi. Il est également possible aujourd'hui de verser pendant un an l'allocation logement à des locataires occupant des logements insalubres, en attendant un relogement ou des mesures d'amélioration de l'habitat.

Photo Jean-

...9 novembre 1989 ; quelque chose se passe à Berlin, un évènement historique considérable :

la chute du mur...

BRIQUE à BRIQUE



Sur un plateau de jeu représentant la ville de Berlin stylisée il faut détruire son pan de mur brique à brique en exécutant des mimes et en répondant à des questions sur les rapports Est-Ouest.

La boite de jeu se compose d'un plateau en couleurs, de 30 briques en terre cuite, d'un dé pyramidal à 4 faces, de 6 pions-voitures, de 660 cartes couleurs comprenant : 1320 questions, 440 mimes, 55 péripéties, 55 visas. (Durée moyenne d'une partie : 45 minutes, pour adultes et adolescents).

C'est la première fois qu'un parti politique lance un jeu de société.

A notre façon, saluons la liberté qui fait tomber les murs...

Renvoyer ce bon de commande à la "boutique de Solférino"
PS, secteur communication 10 rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07

Nom _____

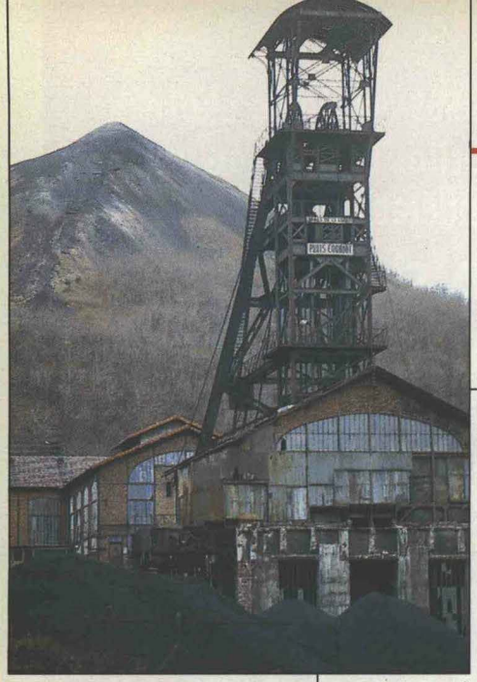
Adresse _____

Code postal _____ **Ville** _____

Je désire recevoir : _____ **exemplaires du jeu BRIQUE à BRIQUE à 200 F pièce, soit un total de** _____**F** ***Signature :***

Merci de joindre un chèque ❒ **bancaire** ❒ **postal** *libellé à l'ordre des nouvelles éditions de l'an 2000.*

Collection Jean Jaurès



C'est la fermeture du bassin Nord-Pas-de-Calais

A la Libération, 211.189 mineurs extrayaient 47 millions de tonnes de houille. Après la "bataille du charbon", point culminant avec 60 millions de tonnes en 1958, soit 55% de l'énergie consommée en France. Aujourd'hui, il ne reste plus que 25.000 mineurs et le charbon n'entre que pour moins de 10% dans notre balance énergétique. Oignies doit apprendre à vivre sans la mine.

Dossier préparé par Monique Grima

Oignies aujourd'hui : une cérémonie en noir et blanc, comme un film d'autrefois.

▼

Cent cinquante années d'extraction intensive ont épuisé la plupart des gisements houilliers français : les 250 millions de tonnes qui sont encore en réserve dans le sol sont de moins en moins accessibles.

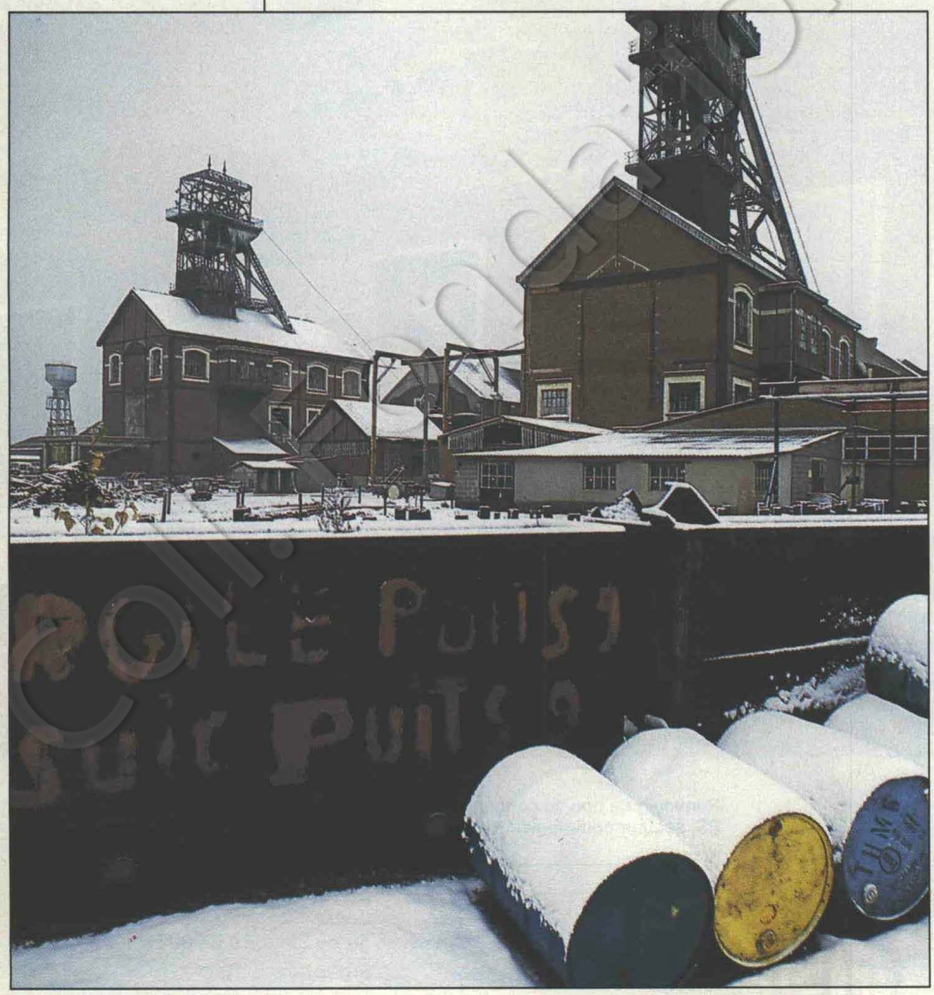
Les fermetures de sites rythment dorénavant l'activité des Houillières. Dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi, quoique dans une moindre mesure, celui du Centre-Midi, le processus de fermeture a été accéléré. Entre 1987 et 1989, ont cessé toute activité les établissements de Courrières, Ledoux et Arenberg pour le premier, ceux de Messeix et Carmaux (fond) pour le second.

Ailleurs, d'importants investissements de productivité sont réalisés en fonction d'une politique sélective des gisements et des méthodes d'exploitation.

• En Lorraine, où l'on enregistre une des meilleures productivités d'Europe, des travaux ont été entrepris pour le raval des puits Cuvelette et Merlebach-Nord, le fonçage du puits d'aérage ouest de La Houve et la restructuration de l'ensemble Simon-Wendel.

• Dans le Centre-Midi, où existent des exploitations à ciel ouvert à Blanzy, Decazeville, Carmaux et Alès et un gisement de lignite, on abandonne les couches les moins rentables au profit des plus épaisses et des plus propres.

Grâce à ces efforts, le rendement d'extraction de fond s'est accru de 66% en quatre ans, alors que la fréquence des accidents du travail diminuait de 55%. De 1986 à 1989, le prix de revient du charbon extrait a diminué de 30%.



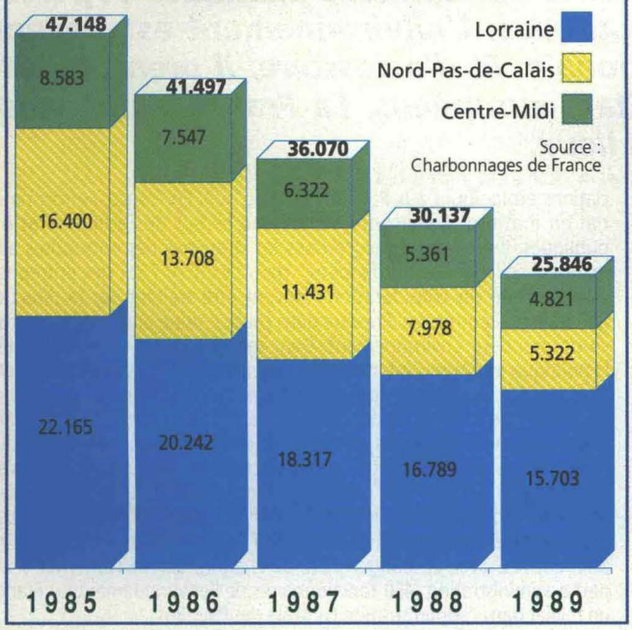
21 décembre : A Oignies une page se tourne

Oignies, place de la République. Une plaque de marbre, déposée au pied du monument, barrée de deux dates : "7 juin 1842 - 21 décembre 1990". Visages graves, presque figés. Les cloches sonnent le glas, d'une époque.
Reportage de Maddy Corneilly.

Tout autour, la ville est morte. Les rideaux des commerces restent baissés. Une cérémonie en noir et blanc, comme un film d'autrefois. Le cortège se disloque. Monsieur le maire échange quelques mots avec un conseiller municipal. Les habitants rentrent chez eux. Il fait froid. 118 ans d'histoire viennent de rejoindre les archives. Oignies enterre son passé. Oignies suinte la douleur.

Quelques centaines de mètres plus loin, cité Justice. Une de ces cités construites par les Houillères du Nord-Pas-de-Calais au temps de la splendeur du charbon. Des maisons de briques rouges aux toits pentus, toutes identiques. Près de 700 logements et, dans les rues, pas âme qui vive. Attablé devant un cognac, dans l'un des rares cafés qui subsistent encore, Michel en a gros sur le cœur. "Vous ne pouvez pas imaginer comment c'était ici, dans le temps. On se retrouvait tous les soirs dans les cafés. On jouait à la belote, au javelot. On rigolait bien. Le dimanche, le directeur des Houillères se plantait devant l'église pour savoir qui allait à la messe. Si on y allait, on avait des chances d'obtenir plus vite un logement." Les Houillères avaient installé leur siège à Oignies. A l'endroit même où fut découverte la première veine de charbon du Nord-Pas-de-Calais. "Ils possédaient tout,

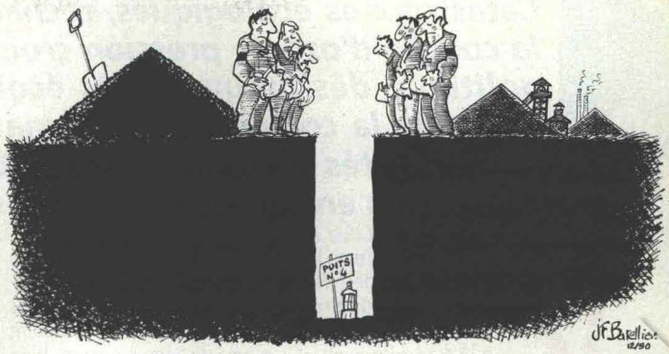
L'évolution des effectifs dans les houillères de bassin



explique Michel. La maternité, l'école, l'église et l'hôpital. Qu'est-ce qu'on va devenir maintenant ? Il n'y a plus que des vieux ici."

Constant Dufour, le maire communiste d'Oignies, a, lui aussi, connu cette époque. Mineur de jour, il a été mis à pied deux mois à la suite des grèves de 1948. "On s'est battus durement mais on a fini par obtenir gain de cause. Savez-vous comment on appelait la fosse 9 ? On disait que c'était Moscou. Une étincelle, et le feu s'allumait en un rien de temps. Comme en 1963, lorsqu'on a fait grève pour conserver nos caisses de secours." Aujourd'hui, il le reconnaît, les mentalités ont changé. "Les gens sont plus individualistes. Le soir, ils s'enferment chez eux pour regarder la télé." Il n'en accepte pas pour autant la fermeture du dernier puits de mine. "On aurait pu y penser avant et exploiter le charbon autrement. La carbo-chimie offrait des possibilités de reconversion. Maintenant, ils laissent tout là, et débrouillez-vous ! Regardez dans quel état sont les terrils ! On dirait qu'il y a eu la guerre".

Sur les 3.600 logements implantés sur la commune, 2.300 appartiennent aux Houillères du Nord-Pas-de-Calais. "Est-ce qu'ils auront les moyens de continuer à les entretenir ?" se demande Constant Dufour. "Et les jeunes, ils sont tous partis maintenant. Pourquoi voulez-vous qu'ils reviennent ? Ils ne trouveront pas de travail ici. Il n'y a que deux petites entreprises installées dans la commune." La municipalité envisage de créer une zone industrielle pour inciter les entrepreneurs à venir s'installer. Mais, comme le dit le maire, "Tout ça, ça coûte cher" et la suppression des ressources provenant de la taxe professionnelle des Houillères se fera cruellement sentir. D'ores et



déjà, la commune compte 620 chômeurs sur les quelque 10.700 habitants et distribue chaque mois 120 colis aux familles en difficulté. "François Mitterrand a dit que les communes riches allaient aider les pauvres. On verra, mais je n'y crois pas beaucoup."

Guy non plus ne croit pas beaucoup à l'avenir. Mineur à la fosse 9, il se trouve en préretraite à 45 ans. "En 1981, on nous a promis monts et merveilles. On y a cru. On s'est dit qu'on pourrait travailler jusqu'à 50 ans. C'est raté !" Un chômage forcé qui lui "fait mal au cœur". Tellement qu'il ne trouve pas de mots pour l'exprimer. Il ne cesse de hocher la tête en répétant : "C'est dur !". Dur, oui, mais moins que l'épreuve qu'il a traversée trois ans auparavant. Après 28 ans passés au fond, il a appris qu'il était silicosé. Jamais plus il n'est redescendu sous terre. "Ça a été un sacré choc. J'en ai pleuré. Aujourd'hui encore, je ne m'en suis pas remis. Tous ceux qui ont vécu ça sont comme moi. Parce qu'au fond, c'est autre chose." Une autre chose qui s'appelle solidarité. "En bas, on est tous égaux, tous frères. Chacun dépend de l'autre. Ma femme sait bien ce que c'est, elle s'est toujours levée à 4 heures du matin pour préparer le café. Ici, les femmes sont autant des mineurs que nous."

Pourtant, l'annonce de la fermeture de la fosse 9, la dernière du Nord-Pas-de-Calais, s'est faite sans heurt. "A Forbach, ils se battent. Mais nous, ici, on nous a tellement appris le sens de la discipline, qu'on n'a pas bougé. Et puis, pour quoi faire ? C'est fichu ! On est en retraite à 45 ans et tout le monde s'en fout." Ses quatre enfants partiront en ville pour chercher du boulot. A Lille ou à Douai. Ou même à Paris, comme beaucoup d'autres. "Faudrait qu'ils soient fonctionnaires. Ils seraient au chaud. Comme nous, quand on était au fond."

Lui, il bricolera dans sa maison ou au jardin. "6.500 francs par mois, c'est pas le Pérou, mais ça ira. On a la chance d'avoir le logement et le charbon gratuits. Toute la question est de savoir si ça durera. Ce serait bien parce que, silicosé ou pas, j'ai l'intention de vivre jusqu'à 100 ans."

La direction des Houillères lui a remis, comme à tous ses camarades, un album de photos avec son portrait et des scènes de la vie de la mine. "Ça m'a vraiment fait plaisir, surtout pour les enfants. C'est un beau souvenir pour eux." Les gueules noires ont basculé dans l'histoire. Ils ne veulent pas sombrer dans l'oubli.

Maddy Corneilly

Charbonnages : l'après-charbon

Les effectifs des Houillères sont passés de 47.148 personnes en 1985 à 25.846 en 1989 : plus de 20.000 personnes ont ainsi perdu leur emploi. Pour gérer la débâcle, le groupe s'est doté en 1987 d'un dispositif rigoureux.

Dans les établissements concernés par une fermeture, un plan social est mis en place deux ans avant la date fatidique, après concertation avec les organisations syndicales. Les plus anciens mineurs bénéficient de mesures d'âge avec toute la panoplie des retraites, retraites anticipées, congés charbonniers de fin de carrière, tandis que les plus jeunes, qui ne peuvent plus poursuivre leur carrière dans l'entreprise, bénéficient d'aides à la mobilité.

Dans les établissements dont l'activité est maintenue à moyen terme, les efforts portent sur la conversion des moins de quarante ans avec des mesures d'aide à la mobilité professionnelle et des programmes importants de formation.

L'avenir des régions minières après la fermeture des puits est-il définitivement bouché ? Non, assurent les Charbonnages de France qui, depuis plus de vingt ans, tentent de pratiquer une politique d'aide à l'industrialisation des régions minières. Avec le soutien des pouvoirs publics, la société nationale a mis en place des sociétés de conversion et des fonds d'industrialisation.

Sofirem et Finorpa, les deux sociétés de conversion, veulent favoriser l'implantation ou le développement d'activités économiques créatrices d'emplois. Elles étudient, réalisent ou contribuent à faire réaliser tout projet relatif à la création, à l'extension ou à la transformation des entreprises industrielles ou commerciales des régions concernées. Bénéficiant chaque année d'une dotation importante de la part de l'Etat (181 millions en 1989), elles peuvent prendre des participations en fonds propres, accorder des prêts à moyen terme. Près de deux mille entreprises se sont implantées ou développées grâce à elles dans les bassins miniers. Jusqu'en 1985, les emplois créés ne compensaient qu'en partie ceux supprimés par les Charbonnages. Depuis 1986, la tendance s'est inversée : en 1989, on a enregistré 10.000 créations d'emplois alors que les effectifs des Houillères baissaient de 3.000.

Les fonds d'industrialisation des régions minières sont chargés d'améliorer l'environnement des entreprises implantées dans ces régions en soutenant des actions de formation industrielle, d'infrastructure ou d'intérêt collectif. Elles ont bénéficié d'une dotation de 203 millions en 1989, reconduite en 1990.

Un avenir ?

Le charbon a toujours été une source d'énergie abondante et bon marché. Il a permis la révolution industrielle et continuera demain à jouer un rôle important à l'échelle mondiale. Depuis les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, il a repris une place importante sur le marché mondial de l'énergie.

Certains pays : l'Australie, l'Afrique du Sud ou le Canada ont développé leur production et l'exportent. Avec les USA, la Colombie, le Venezuela et, demain, l'Indonésie, ils génèrent un marché international très concurrentiel. Leur productivité est dix fois supérieure aux meilleurs rendements européens. Leurs coûts de revient vont de 10 à 35 dollars la tonne et restent ultracompétitifs malgré la distance. Ce charbon arrive en mer du Nord avec des prix inférieurs souvent à 300 F la tonne alors que les meilleurs charbons européens coûtent entre 500 et 800 F.

Ces quinze dernières années, les importations de la CEE sont passées de 30 à 100 millions de tonnes. D'extraction souvent difficile et onéreuse, le charbon européen est mal placé dans cette compétition et tous les pays ont dû réexaminer leurs politiques charbonnières. Les mines ferment les unes après les autres. Les principaux gisements sont au cœur de régions géologiquement tourmentées, les veines souterraines sont profondes et s'épuisent progressivement.

La Grande-Bretagne a dû affronter une très longue grève des mineurs en 1984 : depuis, elle a réduit de moitié ses effectifs en quatre ans. Malgré cette purge, le British Coal n'a toujours pas retrouvé son équilibre financier.

L'Allemagne a longtemps mené une politique de protection de son charbon, accompagnée d'importants financements publics. Depuis 1981, la production a baissé de 17% et les effectifs de 20%, sans améliorer les prix de revient. Fin 1987, une table ronde de toutes les parties prenantes a décidé une réduction de la production de 15 millions de tonnes d'ici à 1995, entraînant 30.000 suppressions d'emplois.

Dès les années 60, en revanche, les Charbonnages de France organisent la réduction de la production -qui baisse en moyenne de 4,5% par an- et la compression des effectifs, passés de 216.800 personnes en 1960 à 30.137 en 1988.

Aujourd'hui, en France, le charbon couvre moins de 10% des besoins énergétiques nationaux.



ENVIRONNEMENT

Catastrophes écologiques, réchauffement de l'atmosphère ou trou dans la couche d'ozone, pression croissante des opinions publiques et percée politique des mouvements écologiques. L'environnement est devenu enjeu de la compétition internationale. Et d'accessoire, il prend la tête des priorités affichées par les Etats européens. La France a mauvaise réputation en la matière. Etat des lieux.

Dossier préparé par Maryline Trassard

Vue d'avion, comme l'explique M. Brinkhorst, la situation en Europe se décline selon un clivage Nord-Sud, la France et la Grande-Bretagne ayant dans le paysage des positions intermédiaires. La gestion de l'environnement à la française avait, il y a peu de temps encore, bien mauvaise réputation. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Particularités françaises

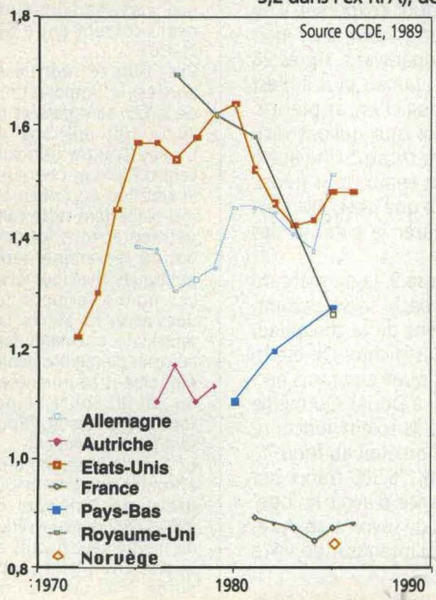
Jusqu'à présent, la France a été prudente, consacrant deux fois moins à l'environnement que ses partenaires les plus avancés. Elle affiche pourtant quelques points forts : en matière de pollution de l'air (1,8 tonne de carbone émise par an et par habitant, contre 2,8 aux Pays-Bas et 3,2 dans l'ex-RFA), de consommation d'eau ou d'énergie, d'espace naturel disponible, de salubrité des plages, d'exposition aux pluies acides et de sécurité industrielle. Elle est proche de la moyenne pour la consommation d'engrais ou de pesticides, le traitement des déchets ménagers (34% de récupération pour le verre, 50% dans l'ex-RFA), la qualité de l'eau des rivières. Sa situation est médiocre pour la pollution due aux transports, l'exposition aux bruits (16,3% de la population subit un bruit supérieur ou égal à 65 décibels, contre 9,8% en Allemagne, 10,6% au Royaume-Uni, 7,2% aux Etats-Unis, mais 30,8% au Japon), la desserte de la population en stations d'épuration, l'environnement urbain...

"Longtemps, explique Lucien Chabason, chargé de mission au ministère de l'Environnement, les Français ont eu le sentiment d'un patrimoine naturel illimité alors qu'en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, le sentiment dominant était celui d'un monde fini. De plus, les Français se caractérisent par une confiance totale dans la recherche, l'ingénieur, la science et la technique..." La conscience de l'opinion publique est plus forte dans les pays du Nord, et la pression des lobbies écologiques plus efficace (1.000 associations écologiques aux Pays-Bas aujourd'hui). En France, l'effort national en matière d'environnement reste le fait des administrations publiques. Il est mieux intégré dans les stratégies des entreprises allemandes, hollandaises ou danoises : dans l'ex-RFA, 75% des entreprises estiment que ces considérations doivent être traitées par la direction générale de l'entreprise. Presque dans chaque usine allemande, on trouve un monsieur Environnement. Dans ses relations avec les industriels, la politique française s'est montrée pragmatique. "Ainsi, explique Thierry Lavoux, responsable de l'Institut européen de l'environnement, pendant les années de crise, la tactique de l'administration territoriale française était de réparer les dégats les plus visibles en négociant avec les industriels afin de ne pas trop gêner leurs activités." Pourtant, si l'Etat s'est approprié la gestion de l'environnement, il ne s'est pas pour autant donné les moyens de ses ambitions. "La France, estime Thierry Lavoux, a été incapable d'intégrer sa politique de l'environnement dans les autres politiques et, avec un budget peau de chagrin, doit se contenter d'une petite administration (400 fonctionnaires de l'environnement en France, un millier dans l'administration centrale des Pays-Bas)."

Autre particularité française, la priorité donnée aux actions curatives plutôt qu'à des actions de prévention ou visant à changer les comportements. Ainsi, pour les déchets, chez nos voisins, l'accent est mis sur l'incitation à une consommation plus écologique, pour les emballages par exemple, en développant le système des consignes. En Allemagne, c'est le principe de précaution qui s'applique : l'action économique doit prendre en compte les dommages éventuels qu'elle crée sur l'environnement. En matière d'éducation (place accordée aux sciences de la nature), tout reste à faire en France alors qu'en Allemagne, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, il existe une prise de conscience dès l'école.

Une lacune qui se retrouve dans la formation des élites et des dirigeants français par quelques grandes écoles où l'écologie est toujours considérée comme une futilité. Les grandes décisions en matière de transports ou d'énergie ont été prises sans tenir compte de leur impact écologique. Ailleurs, le pouvoir d'expertise est plural : aux Etats-Unis, il est partagé par de grandes associations, les universités, le Sénat... Ce mépris de l'environnement s'étend d'ailleurs jusque dans la sphère du judiciaire, estime Thierry Lavoux : "Les sanctions pénales sont quasi inexistantes en France, la législation, abondante, n'est pas appliquée, alors qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas, l'appareil normatif s'impose, même si des dérogations sont possibles."

Dépenses publiques et privées pour la lutte contre la pollution (en % du PIB)



Pas de pays exemplaire

Pourtant, la France était bien partie au début des années 70. Elle faisait figure de pionnier en utilisant des incitations économiques à travers les agences de bassin (législation sur l'eau dès 1964). Comme dans tous les pays occidentaux, la crise est venue changer l'ordre des priorités, l'environnement a été relégué loin derrière les obligations économiques et sociales. "Cependant, explique Lucien Chabason, le ministère n'a jamais été suffisamment fort pour affirmer son point de vue. Ailleurs, il est très puissant (troisième dans la hierarchie allemande)." En 1989, plusieurs pays ont lancé de nouveaux plans, adaptés au long terme : plan Bush aux USA, plan national pour l'Environnement aux Pays-Bas, plan Vert canadien, restructuration de la politique fédérale en Allemagne.

De là à faire de la France un vilain petit canard écologique opposé à des pays nord-européens exemplaires, il y a un pas. "Quoiqu'en pensent nos partenaires, la France peut se targuer d'un bon rapport qualité-prix, si l'on compare les résultats obtenus aux moyens engagés", estime Thierry Lavoux. "Une politique uniforme de l'environnement n'aurait pas de sens, renchérit Lucien Chabason, notre objectif ne peut être de dépenser autant que les Pays-Bas (trois fois plus que la France par habitant), pays surpeuplé où se concentrent les automobiles et les porcs."

"Les Nordiques sont plus allants, remarque-t-on au ministère, mais cela n'exclut pas les arrière-pensées, peu écologiques." On cite l'exemple du Danemark, qui a instauré en 1981 une consigne sur divers emballages

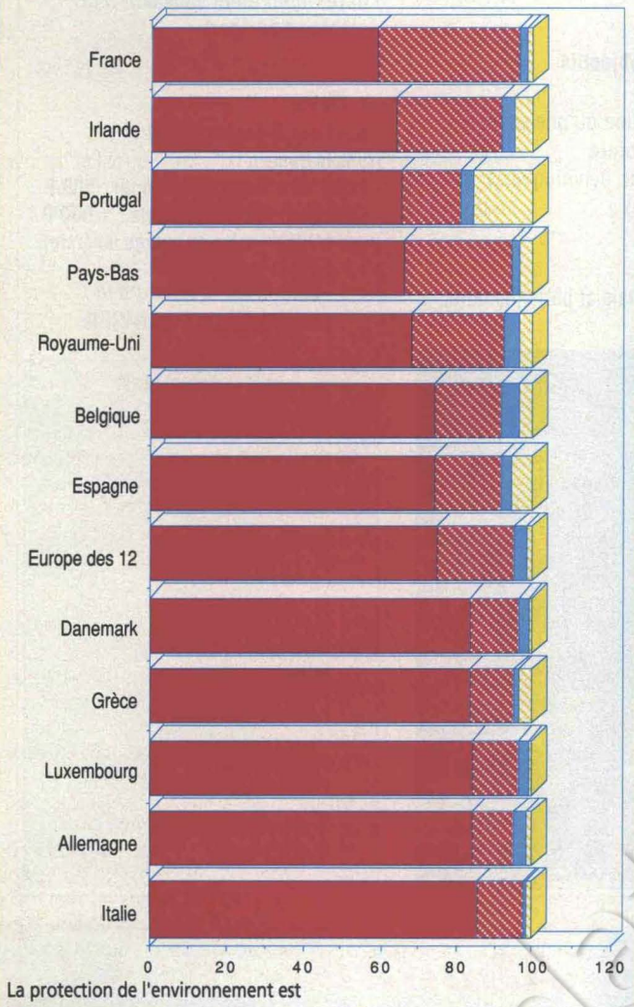
Quelques indicateurs

Sources : Eurostat et OCDE	Eaux usées traitées en %	Emission CO2 en Kg/hab			Déchets municipaux en Kg/hab		Investissements en milliards ECU (1)	Densité hab/km2
		1960	1980	1987	1980	1985		
Belgique		2,39	3,53	2,89	313		1,25	324
Danemark	90	1,65	3,27	3,25	399	423	0,90	119
RFA	87	2,51	3,44	3,28	348	318	15,6	246
Grèce		0,28	1,31	1,63	259		0,25	76
Espagne	29	0,41	1,46	1,28	215	275	1,4	77
France	**50**	**1,49**	**2,40**	**1,79**	**260**	**272**	**8,0**	**102**
Irlande		0,92	1,97	2,28	188	311	0,25	51
Italie		0,52	1,73	1,76	249	263	5	190
Luxembourg	83	10,59	8,49	6,46	351	357	0	143
Pays-Bas	85	1,6	3,06	2,97	464	449	2,2	356
Portugal	13	0,23	0,71	0,75	203	221	0,1	111
Grande-Bretagne	83	3,11	2,81	2,81	319	355	7,1	223
Europe des 12		*1,673*	*2,44*	*2,27*	*284*	*298*	*42,05*	*144*
USA	74	4,33	5,48	4,97	703	744		26
Japon	36	0,65	2,08	1,97	355	344		328

(1) Dépenses globales dans les quatre grands secteurs, air, eau, déchets et bruit..

ET EUROPE

La protection de l'environnement et l'opinion publique (en %) *



* Réponses au sondage organisé pour la Commission européenne par "European Omnibus Survey" (11.729 personnes interrogées dans toute la Communauté en mars-avril 1988).

de liquides alimentaires, mais limitait pour chaque producteur le nombre d'emballages non agrées. Il a été condamné en 1988 par la Cour de justice européenne qui voyait dans cette limitation un protectionnisme déguisé. "La France péche par absence de communication, nous nous laissons montrer du doigt et sommes incapables de mettre en valeur nos points forts." L'homogénéité européenne est souhaitable lorsqu'il s'agit de questions liées à la création du grand marché unique, de même qu'il ne faut pas laisser se créer des lieux de négligence écologiques où viendraient se réfugier les industries laxistes, mais le respect de la diversité s'impose. Si les pays du Sud sont confrontés à de graves difficultés écologique d'érosion, de sécheresse, ils sont moins soumis à la pression industrielle. Que peut signifier pour eux la question des pluies acides que les pays du Nord mettent en avant ?

Même dans le Sud, l'environnement commence à compter. Des sondages montrent que cette préoccupation n'est plus marginale. 16% des Européens considèrent que les pouvoirs publics ne s'occupent pas de l'environnement, 19% qu'ils s'en occupent efficacement (23% des Français, 38% des Danois, 30% des Allemands et 29% des Néerlandais, mais seulement 15% des Britanniques et des Espagnols et 6% des Italiens), 47% qu'ils s'en occupent, mais que ce n'est pas efficace. Ainsi, les actions entreprises apparaissent davantage comme des velléités que comme de réels efforts pour protéger l'environnement. La France n'est pas seule en cause, tous les responsables européens ont du pain sur la planche.

Nulle part la capacité de gestion des déchets n'est suffisante

Entretien avec Laurens Jan Brinkhorst, directeur général de l'environnement à la Commission européenne.

"Vendredi". Quelle est la situation générale dans la CEE ?

Laurens Jan Brinkhorst. Un certain clivage Nord-Sud existe : les pays du Nord sont davantage confrontés aux effets négatifs de leur industrialisation passée ou de leur agriculture intensive. Ainsi, aux Pays-Bas, on compte quatre fois plus d'animaux par hectare que la moyenne, tandis qu'autour de Rotterdam se situe la plus grande concentration pétro-chimique. La densité de la population y est enfin beaucoup plus élevée. Autour du Rhin, en même temps que se sont agglutinées les industries et la population, se sont concentrés les phénomènes de pollution. Cela contribue à expliquer une plus grande sensibilité à l'environnement dans la partie nord de la Communauté. La préoccupation des pays du Sud est de croître pour rattraper l'avance économique de leurs partenaires. Pour l'écologie, disent-ils, nous verrons ensuite, nous voulons manger et non pas devenir le parc naturel de l'Europe. Dans le domaine de l'eau par exemple, dans le Nord, les difficultés tiennent à la qualité, dans le Sud, ils sont liés à la quantité. De même, l'Espagne refuse toute contrainte en matière de limitation des rejets de CO_2 car cela freinerait sa croissance de production d'électricité. Au sein des pays les plus avancés, Allemagne, France, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Belgique, la situation n'est pas homogène. La France ne connaît pas de grave pollution atmosphérique, car c'est un pays de grande dimension et la place de l'énergie nucléaire y est importante. Tandis que les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark subissent les conséquences d'une agriculture intensive. Nulle part la capacité de gestion des déchets n'est suffisante. Ils constituent la partie négative de notre croissance, ce que nous ne voulons pas voir. Cela pourrait conduire les pays industrialisés à repenser leur conception de la croissance.

Comment chacun des pays européens répond-il à ces défis écologiques ?

L'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark ont mis en place des politiques intégrées de l'environnement par une législation élaborée et en utilisant l'instrument réglementaire pour introduire des incitations fiscales et économiques dont l'objectif est de faire changer les comportements. De même, sont passés des accords volontaires entre l'industrie et le gouvernement sur des points spécifiques comme la diminution des CFC, des phosphates, des pesticides, les emballages encombrants... En même temps, sont menées des campagnes énormes de sensibilisation : diffusion d'informations, campagnes télévisées, éducation à l'école. Les pays du Sud n'ont pas de cadre législatif très construit et se réfèrent aux directives communautaires. La France et la Grande-Bretagne sont des pays intermédiaires qui commencent seulement à se doter d'un cadre législatif conséquent. Les politiques de l'environnement de la première catégorie de pays impliquent des engagements financiers importants. Elles correspondent donc à des enjeux politiques. Ainsi, aux Pays-Bas, c'est sur cette politique qu'est tombé le précédent gouvernement.

La mise en place d'une politique communautaire risque donc d'être laborieuse.

Les pays du Sud renâclent un peu face aux normes européennes redoutant le coût de l'application de ces mesures. Une certaine solidarité devra s'exprimer à leur égard : il est évident que les plus gros pollueurs devront faire davantage. En 1992, avec le marché unique et l'ouverture des frontières, certains pays mettront la barre très haut en matière de standardisation des produits. Si l'on veut éviter la distorsion de concurrence, il faudra adopter des normes communes. La demande va évoluer. Les pays du Sud devront faire l'effort de doter leurs côtes d'infrastructures de qualité, de dépolluer leurs eaux...

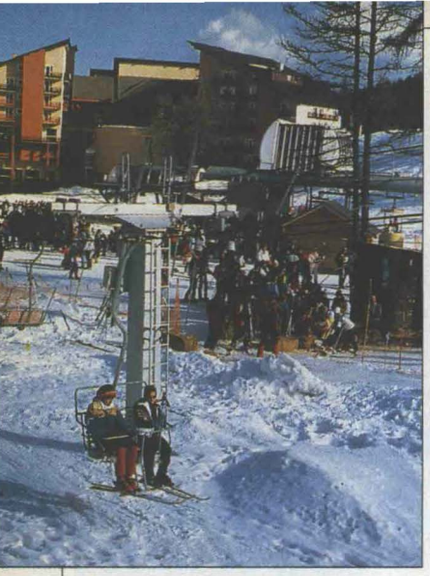
Et nos déchets nucléaires ?

Christian Bataille, député du Nord et menbre de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques vient de rendre public un rapport sur le stockage des déchets nucléaires à haute teneur radioactive. On efface tout et on recommence, mais vite : il serait irresponsable de laisser les déchets dans les lieux de production et pas question de les expédier dans un quelconque désert.

Christian Bataille propose que 28 nouveaux sites soient choisis après une large consultation des élus et de la population. Il demande également un satut indépendant pour l'ANDRA (Agence de gestion des déchets nucléaires) et le lancement d'un programme de recherche poussé sur le retraitement et l'enfouissement.



Rome : les bouches du Tibre



RISOUL

STAGE D'HIVER 1991 : 23 / 27 janvier

◆ PROGRAMME

- *Mercredi 23 janvier :* **Présentation du stage et des objectifs**
  Histoire et identité socialistes
- *Jeudi 24 janvier :* **Animer un groupe** (une fédération ou une section)
  Préparer une campagne électorale
  (analyse électorale, financement, dynamique...)
- *Vendredi 25 janvier :* **Préparer une campagne** (suite)
  La communication politique
- *Samedi 26 janvier :* **Les socialistes aujourd'hui**
  (bilan de l'action gouvernementale et parlementaire, écologie et socialisme,

◆ But du stage

Donner aux camarades ayant à exercer des responsabilités nouvelles une formation adaptée à leurs besoins.

◆ Déroulement

Les sessions de formation auront lieu le matin et en soirée, l'après-midi étant consacré à la détente et au sport.

◆ Prix

- Coût des 5 jours : 1.500 F
(sans le transport)
- Prise en charge du national : 500 F
- Coût pour les participants : 1.000 F
(possibilité de prise en charge fédérale).

Date limite d'inscription :
VENDREDI 11 JANVIER

◆ Situation

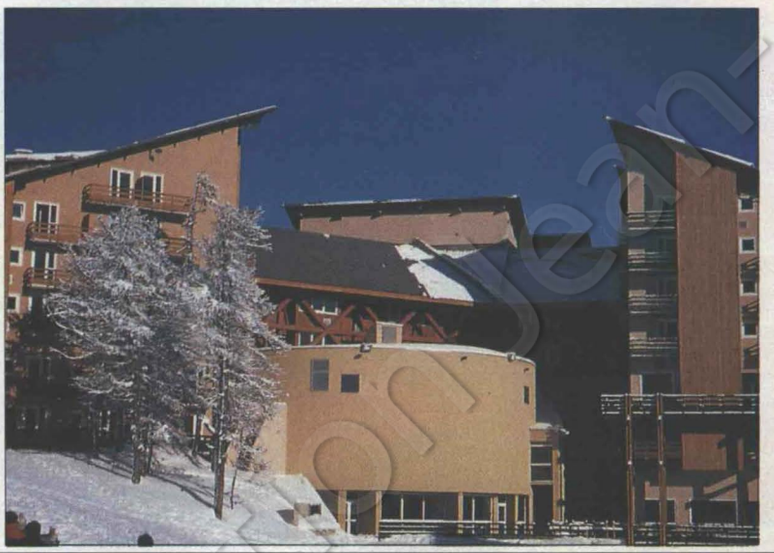
Face au parc national des Ecrins, Risoul (Htes-Alpes) est situé à 1.850 m. Il est relié au domaine skiable de Vars.
Le village Léo-Lagrange est au pied des remontées mécaniques.

◆ Accès

Risoul est accessible par trains directs de Paris et Lyon, un voyage en groupe sera organisé pour ceux qui souhaitent partir de l'une de ces villes.

◆ Public

Ce stage s'adresse prioritairement aux nouveaux responsables fédéraux et locaux du Parti.



INSCRIPTION

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Fédé. : .....
Section : .....
Responsabilités : .....
Autre activité
(syndicale, associative...) : .....
Age : .....
Date d'adhésion : .....

A renvoyer au :
secrétariat national à la Formation
10, rue de Solferino 75007 Paris
accompagné d'un chèque de 1.000 F à l'ordre de Henri Emmanuelli

---

Abonnez-vous les !

Spécial militants

Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" vous offre : un des deux ouvrages " Dessins inspirés par l'actualité" ou "Le Feu et l'eau" + l'adhésion gratuite au Club + un "pin's"

N° de section |_|_|_|_|_|
N° d'adhérent |_|_|_|_|_|_|_|
Mon nom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....
Je souhaite recevoir en cadeau :
- **"Dessins inspirés par l'actualité"** (1)
- **"Le Feu et l'eau"** (1)

(1) *Rayez la mention inutile*

Veuillez envoyer " Vendredi" de ma part à :

- 1 -
Nom.....
.....
Adresse.....
.....
.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....
.....
.....

- 2 -
Nom.....
.....
Adresse.....
.....
.....
.....
.....
Code postal |_|_|_|_|_|
Ville.....
.....
.....

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
accompagné du montant des deux abonnements vendus soit 400 F

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....
Adresse.....
Code postal.....Ville.....

- ❑ *1 -* Je m'abonne à "Vendredi" pour un an (44 numéros) : **200 F**
- ❑ *2 -* Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **250 F**
- ❑ *3 -* Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Le Feu et l'eau" : **300 F**
- ❑ *4 -* Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Le Feu et l'eau" : **350 F**
- ❑ *5 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ *6 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Le Feu et l'eau" : **130 F**
- ❑ *7 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Le Feu et l'eau" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**
- ❑ *8 -* Je ne suis pas abonné : j'ajoute **20 F** de frais de port par ouvrage commandé

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"

Collection Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

Dans l'article sur les projets de programmes présentés par le conseil national des Programmes, je ne lis rien sur ce qui fait mon indignation et mon inquiétude. Nulle part, il n'est fait mention des réductions d'horaires prévues pour l'histoire-géographie et ce, pour toutes les séries (3 heures au lieu de 4 en première et en terminale, 2 heures au lieu de 3 en terminale scientifique).

Si ce projet aboutit, c'est la gauche qui fera ce qui, jusqu'alors, était l'apanage des gouvernements de droite -ou d'extrême droite- : refuser la mémoire à la jeunesse. Le devoir de l'Education nationale, c'est aussi -et peut-être d'abord- de former des citoyens ouverts sur le monde, capables de s'informer, de choisir. C'est l'enseignement de l'histoire qui peut préparer l'avenir. En-deçà d'un certain horaire, un enseignement ne peut plus se faire. Alors que les jeunes viennent de réclamer d'être davantage traités en adultes, d'avoir une place dans notre démocratie, va-t-on renoncer à se donner les moyens de leur enseigner la démocratie ?

S'il est sans doute nécessaire d'alléger, de modifier les programmes existants, il est inconcevable d'imaginer que l'approfondissement de l'étude de l'histoire ne puisse se faire que dans le module "histoire de l'Europe", réservé aux seuls littéraires. Les futurs économistes, les futurs scientifiques, n'ont-ils pas droit, eux aussi, à devenir des citoyens responsables ?

L'Education nationale n'a-t-elle pas le devoir de donner à tous les lycéens les moyens de comprendre le monde actuel ?

Mon indignation est celle d'un professeur d'histoire, mais aussi d'une responsable du Conseil de parents d'élèves et, surtout, d'une militante socialiste.

Michèle Garet
Marcq-en-Barœul (59)

Que doit contenir notre Projet pour l'an 2000 ?

Chacun convient que nous ne saurions nous contenter d'un programme électoral.

Certains d'entre nous, par leurs critiques incessantes de la politique des gouvernements socialistes depuis 1983 ou, plus simplement, par leur désenchantement de ce que nous n'ayons pas su "changer la vie" -comme projeté en 1972- semblent espérer une espèce de nouveau "Manifeste", à l'image de celui de Marx et Engels, capable d'éclairer à nouveau, en évitant les excès du précédent en matière de dictature du prolétariat, les voies et moyens de la société sans classes ni injustices, où chacun produirait volontairement selon ses moyens et recevrait selon ses besoins (où arrêter ceux-ci ?) : le paradis terrestre du socialisme scientifique.

Pour ma part, j'ai l'impression que trop d'entre nous, trop longtemps influencés par une vision messianique de l'histoire, attribuent indûment au politique tous les pouvoirs que Marx attribuait à l'économique, au régime de production, à savoir celui de modeler en tout la société. Je cite : "La religion, la famille, l'Etat, le droit, la morale, la science, l'art, etc., ne sont que des modes particuliers de la production."

Il me semble qu'une analyse fine des diverses causes de l'effondrement interne des régimes de l'Est devrait aider à mieux situer ces questions, à nous rendre plus modestes quant aux possibilités de transformation de la société par l'action politique.

La seconde tâche, qui lui est corrélative, devrait être de rappeler clairement quels types de système économique sont possibles, car il me paraît trop facile d'objecter à Pierre Mauroy, comme l'a fait Anicet Le Pors : "Si vous me parlez d'économie mixte, cela ne suffit pas. Il faut inventer un nouveau système !"

Tant qu'on ne m'aura pas démontré sans équivoque qu'il existe d'autres solutions, j'accepterai difficilement les condamnations que nous porte le Parti communiste et, malheureusement, certains de nos camarades, pour motif de "non-socialisme" au nom d'une société socialiste père Noël qu'ils sont incapables de définir.

Quant à mon propre projet pour l'an 2000, il n'a rien de très nouveau, rien de très original et se résume par : liberté-égalité-fraternité, non pas comme valeurs dont on peut se réclamer indépendamment l'une des autres, mais comme un tout indispensable ; non pas seulement comme des droits à revendiquer, mais comme des devoirs à exercer.

Et je n'attends pas du seul Parti socialiste, de la seule action politique, qu'ils soient capables de bâtir la société nourrie de cette conjonction de valeurs.

Ils ne peuvent, au mieux, qu'établir le cadre légal autorisant leur exercice et en prescrire l'enseignement dans les écoles de la République. Pour le reste, il y va d'autres engagements, syndicaux, culturels, etc.

Georges Danzart
Arcueil (94)

Je ne peux qu'approuver la réflexion de J. Champetier, de Nîmes ("Vendredi" n° 82). Je vois que le militant doit reprendre sa place, que le secrétaire de section, qui connaît à merveille le terrain, comme le dit si bien Champetier, ne doit pas hésiter à "sermonner la direction du Parti". Si, tous, nous nous y mettons, il faudra bien que la Rue de Solferino fasse comprendre à certains que c'est d'abord le Parti et non leur propre promotion qui doit être mis en avant. Alors, là, nous serons forts, nous garderons le pouvoir et pourrons réaliser l'idéal socialiste. Sinon, il faut sanctionner ! dès maintenant car, quand François Mitterrand sera parti, demain, notre Parti sera à l'image de la droite d'aujourd'hui. Mauroy a déjà tiré la sonnette d'alarme il y a quinze jours. A 60 ans, je suis fatigué, mais j'ai mal de voir cette zizanie, ces orgueils personnels qui nous détruisent.

Jean Bonnet
Asnières (92)



"La guerre ! Le président de la République s'y emploie. Il aura fait cheminer l'idée en même temps que la troupe, contre l'avis d'une majorité de Français. Vision d'un homme, expression d'une caste dominatrice. Celle de l'argent, des puissants."... De qui sont ces lignes ? D'un leader intégriste ? Non. Il s'agit de "propos" d'un responsable CGT, publiés par "L'Humanité" du 3 décembre.

Le PC, en utilisant des relais syndicaux, se veut, aujourd'hui, le champion du pacifisme intégral. Les mêmes militants qui, hier, s'indignaient avec véhémence de la non-intervention lors de la guerre d'Espagne, ou qui n'ont pas été particulièrement scandalisés par les révélations concernant les propositions de Fidel Castro quant au recours à l'arme nucléaire, n'ont pas de mots assez sévères pour condamner la politique conduite par François Mitterrand. Nos camarades doivent être informés : la noble cause de la paix, une fois de plus, sert de paravent à une opération de politique intérieure.

Sur la question d'actualité du pacifisme, nos camarades trouveront une remarquable synthèse dans le "Que sais-je ?" dû à notre camarade Jean Defrasne, maire-adjoint honoraire de Besançon, qui vient de publier dans cette collection un nouvel ouvrage très formateur sur l'antiparlementarisme en France.

Joseph Pinard
Besançon (25)

On connaît les avantages théoriques des deux grands systèmes classiques en matière d'élection :

- le scrutin majoritaire ;
- le scrutin proportionnel.

Le premier est supposé donner une majorité pour gouverner, le second est supposé permettre une bonne représentation de l'opinion publique. En fait, le premier n'assure pas nécessairement une majorité. Pire, parfois, il peut créer une majorité un peu artificielle par rapport à l'état de l'opinion (ex. : juin 1968 et juin 1981).

Le second arrive à représenter davantage la diversité des appareils des partis politiques que la diversité de l'opinion, sans oublier une coupure avec les citoyens puisque, pour être réélu, il est plus important de passer du temps dans les appareils des partis qu'auprès de ses électeurs.

Il est donc urgent, si on veut arrêter la désaffection des citoyens vis-à-vis des urnes, d'inventer un système électoral qui concilie proportionnelle et circonscription géographique, afin d'éviter "le couperet majoritaire" et l'absence de racines géographiques pour les élus qui, quels que soient leurs mandats, doivent toujours pouvoir être identifiés par leurs électeurs. Ce n'est pas facile, mais c'est nécessaire pour réconcilier toutes les exigences d'une démocratie moderne.

Gérard Caudron,
maire de Villeneuve-d'Ascq (59)

J'ai pris connaissance avec attention de l'article que vous avez consacré, dans le dernier numéro de "Vendredi", à ce qu'il est convenu d'appeler, abusivement, "les affaires".

Ce qui gêne de nombreux citoyens, à gauche comme à droite, ce n'est pas l'existence des dérives institutionnelles d'hier que l'on nous affirme à présent supprimées, c'est le soupçon qui pèse sur le gouvernement et le PS de chercher à cacher à la justice des comportements individuels malhonnêtes.

Or, de telles faiblesses existent toujours, dans tous les régimes, dans tous les groupes humains. Les dissimuler revient à les justifier et à permettre leur prolifération. Il n'est, pour s'en convaincre, que de constater que l'article du Code pénal qui interdit aux fonctionnaires d'être employés dans des secteurs avec lesquels ils passaient des marchés ou qu'ils supervisaient durant les cinq années précédentes, continue d'être tenu pour lettre morte, comme viennent encore de l'illustrer de récentes nominations dans le secteur de l'aviation civile. N'y a-t-il pas là, également, une forme de trafic d'influence et de corruption ?

Pourquoi les citoyens devraient-ils accepter que le Code pénal s'applique à eux mais pas au gouvernement ? Pour ma part, je persiste à penser que ni le Parti socialiste ni la démocratie française ne peuvent faire l'économie de ce débat.

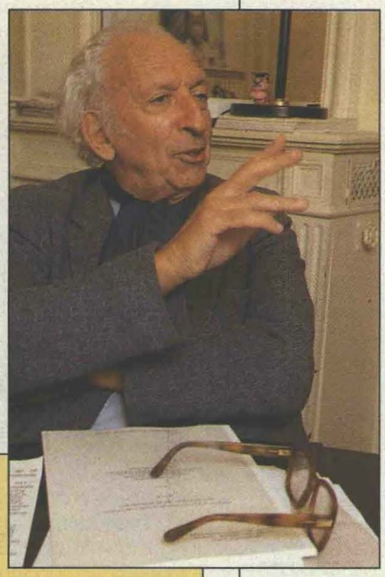
Avec mes félicitations pour la qualité de votre hebdomadaire.

Thierry Pfister
75014 Paris

NOUVELLES SOLIDARITES

Alexandre Minkowski : "Un plan Marshall pour le tiers monde"

Quinze millions d'enfants en dessous de cinq ans meurent chaque année dans le tiers monde. Les diarrhées infectieuses en tuent trois à quatre millions, la rougeole deux, le tétanos un, la coqueluche 500.000. L'avitaminose A en rend aveugles trois à quatre millions, l'ascaris en infeste plusieurs millions. Le sort de ces enfants est terrible. La solidarité s'impose, encore faut-il l'organiser pour les aider vraiment.



Le professeur Alexandre Minkowski a consacré sa vie médicale à la mère et à l'enfant et a dirigé le laboratoire de recherche de l'Inserm, à l'hôpital de Port-Royal à Paris. Depuis quelques années, il lutte en faveur du tiers monde. Actuellement conseiller auprès du ministre chargé de l'Action humanitaire, il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont quelques best-sellers : "Le Mandarin aux pieds nus (Seuil 1975), "Un Juif pas très catholique" (Ramsay 1980), "La Maternité" (Fayard 1982), "Une certaine Idée de la médecine (Ramsay 1981), "Sauver la santé" (Lattès 1985), "L'Art de naître" (Odile Jacob 1987) et "Mémoires turbulentes" (Plon 1990)

"Vendredi". **Vous êtes conseiller du ministre chargé de l'Action humanitaire. Dans quel domaine exercez-vous vos responsabilités ?**

Professeur Alexandre Minkowski. Alors que le ministre s'attache surtout aux questions d'urgence, mon rôle est conforme à ma spécialité : je suis chargé de la santé de la mère et de l'enfant dans le tiers monde, une des grandes priorités politiques du XXe siècle, qui n'est pas prise en considération actuellement. Quinze millions d'enfants en dessous de cinq ans meurent chaque année dans le tiers monde, et 500.000 femmes, pour des raisons de grossesse ou d'accouchement, alors qu'il n'en meure que 5.000 en Occident, dont 120 en France.

La situation des femmes est désastreuse : absence de contraception, grossesses rapprochées, travail de bêtes de somme, familles très nombreuses (10 à 15 enfants dans le Nordeste du Brésil). Sans parler de l'explosion démographique : ce qu'on appelle le Nord compte, aujourd'hui, un milliard d'habitants, pour 4 dans le tiers monde. En 2025, le rapport sera de 1 à 8 ! C'est une situation à laquelle on ne pourra plus faire face si l'on ne s'en occupe pas dès maintenant. Pour remédier à la surpopulation, un certain nombre de démographes pensent qu'il vaut mieux laisser mourir ces enfants. Or, cette croyance est fausse. On dispose à présent de documents qui prouvent de manière irréfutable que, si les parents sont assurés de la survie de leurs enfants, il ne se sentent plus obligés d'en avoir deux pour assurer la survie d'un. De plus, c'est ne pas tenir compte que la perte d'enfants affecte beaucoup les gens, même dans les familles nombreuses.

La malnutrition des enfants risque-t-elle d'entraîner un retard psychique ?

La misère, le manque d'attention de la mère, le manque de stimulation de l'enfant, affectent plus le développement de son cerveau et de son système psychomoteur que la malnutrition elle-même. Le cerveau est relativement bien protégé contre la malnutrition, parce qu'il a un plus grand flux sanguin que le reste de l'organisme.

Que peut-on faire pour la prévention des handicaps mentaux ?

Voici quelques mesures indispensables : adjonction d'iode au sel alimentaire pour éviter les retards d'origine thyroïdienne, immunisation des femmes enceintes contre le tétanos, formation des accoucheurs, développement de la réanimation du nouveau-né, prévention de l'avitaminose A.

Je désire introduire dans la médecine du tiers monde une méthode rigoureuse, alors que, jusqu'à présent, on fait un peu n'importe quoi. Une quinzaine d'universités du tiers monde ont été créées, comprenant 20% de médecins européens, qui seront bien utiles car, sur place, l'élite médicale reste dans les villes pour faire de l'argent, et les paysans, c'est-à-dire 80% de la population, ne sont pas soignés. Je participe à Savar, en pleine campagne du Bangladesh, à un cursus de formation de 3 ans dans une "académie de santé rurale". A noter qu'au moment où Michel Rocard et Claude Evin insistent à juste titre sur l'excès de consommation de médicaments en France, le Bangladesh est le premier pays du monde où seulement 300 médicaments sont autorisés ; alors que chez nous il y en a près de 10.000. C'est le tiers monde qui nous donne l'exemple.

Dans le tiers monde, chaque année, 500.000 femmes meurent pour des raison de grossesse ou d'accouchement. ▼



LE TIERS MONDE : UN DESASTRE

Quelle est la position de la France en matière d'aide humanitaire ?

La position verbale de la France est très bonne depuis le discours du président Mitterrand à Cancun. Mais les réalisations sont insuffisantes. Au sommet de New York sur l'enfance, à l'ONU, où j'accompagnais le Premier ministre (j'étais probablement le seul pédiatre à ce sommet), les 70 chefs d'Etat se sont congratulés et ont proposé un plan de développement. Mais il n'y a pas eu de proposition de financement. La convention n'a même pas été signée par les Etats-Unis. J'ai fondé un "Mouvement pour les libertés et la protection des enfants", parce que je ne crois pas tellement aux conventions, ni au respect des droits de l'homme, qui sont violés partout. Les grands pays de la misère sont le Nordeste du Brésil (pourtant 8e puissance industrielle du monde), l'Ethiopie, le Bangladesh, le Mali, de nombreux pays d'Afrique francophone et le Cambodge. Je les arpente depuis 35 ans. Devant ce malheur immense, il faut une élémentaire solidarité, ou tout au moins un réflexe de prudence à cause du danger ultérieur qu'il va représenter, parce qu'un jour ces gens vont vraiment en avoir marre. Tous ces pays mettent beaucoup d'espoir dans la France.

Pensez-vous qu'il y ait une carte à jouer, pour la France, dans les pays d'Asie du Sud-Est francophones ?

Je trouve que le Cambodge et le Viêt-nam devraient faire l'objet d'investissements prioritaires. Les populations ont subi des dommages terribles. De plus, sur le plan des facultés intellectuelles, elles ont des dispositions étonnantes. J'aimerais beaucoup que le PS, l'équipe gouvernementale et le président de la République s'intéressent à cette région de l'Asie. Au Cambodge, l'administration est très ouverte à la coopération.

Les deux acteurs de l'action humanitaire sont les Etats et les ONG. Quels sont leurs rôles respectifs et comment doivent-ils se coordonner ?

Les organisations non gouvernementales (ONG) : Médecins du monde, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge internationale, le Comité catholique contre la faim et pour le développement, la CIMADE, entre autres, font de leur mieux. Mais il y a des rivalités, et le ministère n'a pas les moyens de mettre en place la coordination nécessaire. Ce ministère devrait s'appeler ministère humanitaire, communautaire et sanitaire. Il lui faudrait plus de moyens pour être efficace : plus de crédit et un personnel plus important.

Quelles sont les actions du ministère en France même ?

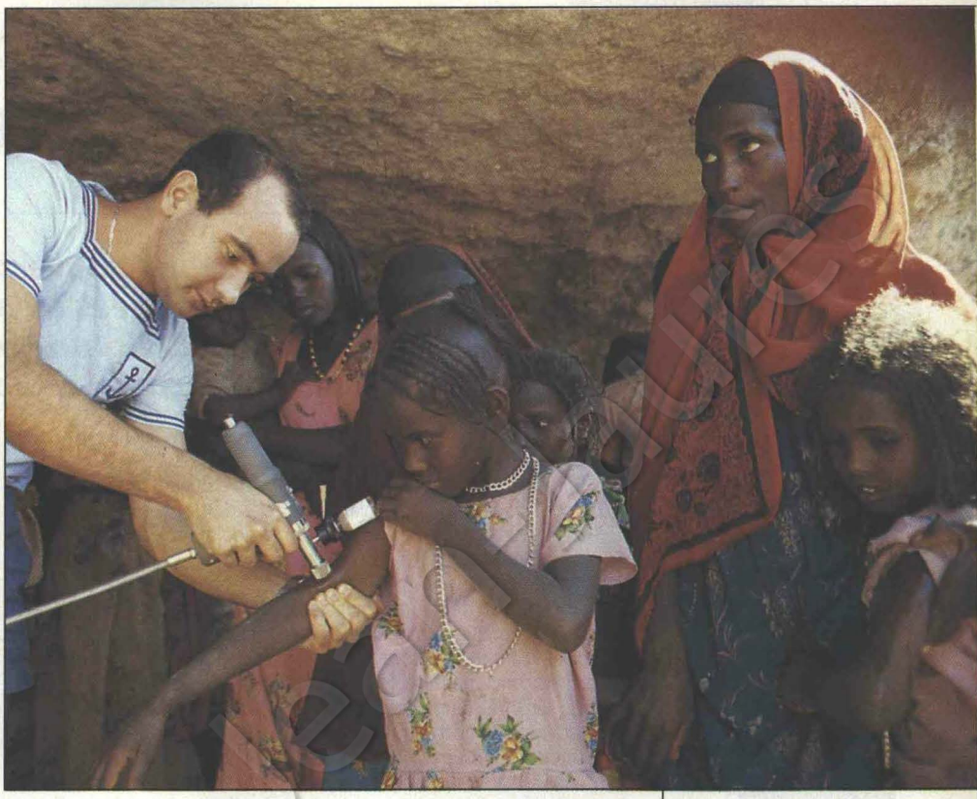
Les assisses des Nouvelles Solidarités ont eu pour objectif des actions en direction des chômeurs, des immigrés, des réfugiés, des victimes du sida, des handicapés, des vieillards et des marginaux.

Quelle est la situation actuelle des "pays en voie de développement" (PEVD) ?

Catastrophique, de plus en plus catastrophique. Et, comme les pays riches, qui entrent dans la récession, sont en train de dépenser des fortunes pour mettre leurs armées en place, les caisses pour aider le tiers monde sont vides. Les Etats-Unis donnent un très mauvais exemple : Ronald Reagan a déclaré maintes fois que ce n'était pas son affaire, et George Bush, au sommet des grands, a donné très mauvaise impression. La situation catastrophique est surtout manifeste en Afrique où, en raison du système politico-économique, l'aide ne parvient pas aux populations reculées. Par exemple, la CEE a investi beaucoup d'argent dans les hôpitaux, alors qu'il faut de petits services sanitaires en campagne. Mais comment empêcher les calamités, la sécheresse, etc. ? Il y a aussi un grand nombre de pays en guerre. Je pense que les PEVD ne peuvent s'en sortir que si le monde est en paix. L'aide au tiers monde ne doit pas être que financière. Elle doit comporter des investissements en personnel et surtout en formation de gens sur place. Il faut former des formateurs dans l'agronomie, l'industrie, le commerce, la médecine traditionnelle. Il faut leur apprendre à faire les choses eux-mêmes, plutôt que de leur faire la charité. L'action humanitaire doit comporter deux paramètres : l'indignation et l'enthousiasme. On ne fait pas cela sans avoir du cœur, ce qui est différent de faire la charité.

Il faudrait mettre en œuvre une sorte de plan Marshall. Il a bien remis l'Europe sur pied, surtout l'Allemagne et le Japon. Un plan Marshall pour le tiers monde, c'est ma solution. Si on fait cela sérieusement, ce que jusqu'à présent on ne veut pas faire, ce ministère prendra sa véritable signification. Et les gens comprendront que c'est une des grandes priorités du siècle prochain.

Propos recueillis par Claude Polak



▲ *"Il faut leur apprendre à faire les choses eux-mêmes". (Séance de vaccination à Djibouti)*

Deux ans d'action

Fondé en 1988, le secrétariat d'Etat chargé de l'Action humanitaire est rattaché directement au Premier ministre. Cette décision, la première du genre au monde, exprime la volonté de voir la France jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. Sa mission principale est de répondre à l'urgence, aux situations de détresse, en mobilisant les moyens des autres ministères.

En France, le secrétariat d'Etat a pour tâche de proposer des solutions pour lutter contre la pauvreté, les situations de précarité et toutes les formes d'exclusion, ainsi que pour l'amélioration de la vie quotidienne des chômeurs et l'insertion des réfugiés. Il est également chargé de faciliter l'action des ONG (organisations non gouvernementales) consacrée à la protection des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme. Les assises des Nouvelles Solidarités, qui se sont tenues en 1989, ont proposé des mesures pour l'insertion de tous les exclus : chômeurs, étrangers, immigrés, réfugiés, malades, victimes du sida, handicapés, vieillards, marginaux, sans-domicile-fixe. La commission des demandeurs d'emploi a préparé un guide de leurs droits et démarches.

A l'étranger, le secrétariat d'Etat a participé activement à la liaison avec les ONG, aux opérations en liaison avec elles, aux opérations d'urgences au Soudan, en Somalie, Ethiopie, au Népal, Burundi, Bangladesh, en Jamaïque, Arménie Soviétique, au Yemen, à Djibouti, au Liban, Sénégal, en Mauritanie, Guadeloupe, au Viêt-nam, en Chine, au Salvador, en Roumanie et Tanzanie. La France a pris l'initiative d'un texte imposant la liberté d'accès aux victimes. L'intégration croissante des considérations humanitaires dans la diplomatie française a conduit à proposer de créer, dans trente-cinq de nos ambassades, une fonction d'attaché humanitaire.

Elisabeth Guigou : "Construire l'Europe du siècle prochain"



▲ *Elisabeth Guigou*

A Rome, les chefs d'Etat et de gouvernement ont ouvert les deux conférences intergouvernementales destinées à engager la réforme la plus importante du Traité de Rome depuis sa signature en 1957. Commentaire d'Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des Affaires européennes.

"Vendredi". Quelles sont les principales décisions du dernier Conseil européen de 1990 ?

Elisabeth Guigou. Le Conseil européen a ouvert, le 15 décembre, les deux conférences intergouvernementales destinées à réviser les traités européens dans les domaines de l'union politique et de l'union économique et monétaire : c'est un événement en soi.

L'union politique a été au centre des préoccupations, le précédent Conseil européen de Rome, fin octobre, ayant fixé les orientations pour l'union économique et monétaire. D'accord sur la nécessité de négocier un nouveau traité, les chefs d'Etat et de gouvernement ont donné des indications concernant la citoyenneté européenne, la politique étrangère et de sécurité commune, la réforme des institutions, dont l'efficacité et le caractère démocratique doivent être renforcés.

Le Conseil européen a aussi mis en lumière les points importants à trancher. Si le souci d'efficacité commande d'étendre le vote à la majorité, encore faut-il être d'accord sur les domaines concernés. La France souhaite qu'il puisse s'appliquer au domaine social, auquel elle accorde une importance primordiale, mais aussi à la santé, à l'environnement, à la recherche, à l'énergie ou à la protection des consommateurs.

S'il y a accord pour renforcer les pouvoirs de la Commission et du Parlement européen, la discussion reste ouverte sur le rôle qu'il convient d'accorder au Conseil européen. François Mitterrand l'a réaffirmé à Rome, la France estime que c'est lui qui exprime le mieux la légitimité démocratique -même s'il n'est pas le seul- les chefs d'Etat et de gouvernement qui le composent étant élus au suffrage universel direct. C'est lui qui, en pratique, a auparavant pris toutes les décisions stratégiques. Je pense que nous partons sur de bonnes bases, même s'il y a des divergences d'approche sur les grandes questions. Mais l'enjeu est d'importance : c'est la réforme la plus importante depuis le Traité de Rome. Les négociations seront dures, je n'exclus pas des crises. Mais j'ai été frappée par la volonté d'avancer dont ont fait preuve tous les participants.

Quel est le calendrier retenu ?

Le sommet a confirmé que les deux traités devraient être prêts à la fin de 1992. Les deux conférences vont se réunir pendant toute l'année, au rythme d'une réunion ministérielle par mois, sur chaque thème. Les représentants des ministres se réuniront chaque semaine pour traiter de l'union politique et deux fois par mois, pour l'union économique et monétaire. C'est un processus de négociation continue qui se met en place.





▲ *Rome, 15 décembre : réunion du Conseil européen.*

Les Douze ont décidé d'aider l' l'URSS et l'Europe centrale...

Pour l'URSS, en juin dernier, les Douze avaient approuvé le principe d'une aide pour laquelle la Commission devrait faire des propositions techniques. La CEE aura ainsi joué un rôle précurseur, puisque, après de très fortes résistances, les Etat-Unis annonçaient la semaine dernière qu'ils accordaient à leur tour une aide à l'URSS.

L'aide communautaire comprend trois volets : d'abord une aide d'urgence, alimentaire et médicale, d'un montant de 5,2 milliards de francs (un tiers en dons, deux tiers probablement sous forme de prêts). Ensuite, une assistance technique (qui pourra être prolongée en 1992) de 2,8 milliards de francs. Soit 8 milliards de francs pour la seule année 1991. Enfin, une aide à moyen et long terme, qui devrait être matérialisée par la signature d'un nouvel accord de coopération, à caractère préférentiel, entre l'URSS et la CEE avant la fin de 1991, structurant la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'agroalimentaire ou encore des transports, comme l'avait proposé la France.

Il s'agit donc de la première aide multilatérale en faveur de l'URSS, non exclusive des aides bilatérales antérieures. La France, pour sa part, va accorder une aide humanitaire d'un montant de 50 millions de F, à laquelle s'ajoutent une aide alimentaire de 100 millions de F, décidée en octobre dernier, et le doublement des actions de coopération technique, dont le montant, en 1991, passera à 100 millions de F.

Et pour l'Europe centrale ?

Là, l'aide multilatérale est plus ancienne. Depuis un an et demi, la Pologne et la Hongrie en bénéficient. Elle s'étend désormais à la Roumanie et à la Bulgarie, pour lesquels sont prévus 500 millions de F d'aide d'urgence. Nous en sommes particulièrement satisfaits car nous avons plaidé pour que ces pays ne soient pas traités différemment des autres. Il s'agit d'une aide très substantielle permettant d'allier réformes économiques et consolidation démocratique.

C'est notre devoir et notre intérêt de réduire les écarts de développement pour enrayer les mouvements d'émigration d'Europe de l'Est vers l'Ouest. L'enjeu géopolitique est immense : construire l'Europe du siècle prochain. Il faut, aujourd'hui, recomposer l'architecture européenne, en partant de la réalité, sans en figer prématurément les contours. La démarche proposée par François Mitterrand, qui permet à la fois de renforcer la Communauté et, par la création d'une confédération, d'offrir un cadre multilatéral, où chaque pays puisse se retrouver à égalité, répond à cette exigence. Des "assises de la confédération" se tiendront, le printemps prochain, à Prague, comme l'ont décidé François Mitterrand et Vaclav Havel.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

Après les émeutes de Fès

Il est un Maroc aimable et beau, héritier d'une culture brillante et complexe, ouverte et tolérante, synthèse attachante des traditions orientales et occidentales. Il en est un autre, infiniment moins aimable, dont les fleurons sont la corruption, l'inégalité vertigineuse, l'arbitraire, les enlèvements, la torture.

C'est ce Maroc-là qui est apparu en pleine lumière avec le livre de Gilles Perrault, "Notre ami le roi" au grand dam de Hassan II qui s'est toujours méthodiquement employé à le dissimuler aux yeux des étrangers. Et c'est encore ce Maroc-là qui est tragiquement revenu à la une des journaux, vendredi dernier, avec les émeutes qui ont ensanglanté plusieurs grandes villes, mais surtout Fès, la capitale culturelle traditionnellement indocile.

Le point de départ ? Une grève générale - plusieurs fois différée - lancée par deux centrales syndicales, l'UGTM, proche du Parti de l'Istiqlal, et la CDT, proche du Parti socialiste marocain (USFP), pour contraindre le pouvoir à négocier sérieusement sur une amélioration des conditions de vie.

La grève, interdite, a été diversement suivie. Mais très vite, elle a été débordée par une lame de fond venue des quartiers populaires. A Fès, l'émeute durement réprimée par l'armée aurait fait une quarantaine de morts, peut-être plus, et des centaines de blessés.

Le pouvoir, peut-être plus ébranlé qu'il n'y paraît, semble encore hésiter entre ses habitudes de lourde répression et une reprise du dialogue. Le Premier ministre a accepté la constitution d'une commission d'enquête et annoncé une prochaine augmentation des salaires et de différentes allocations, sans en fixer le taux.

Le roi, quant à lui, se tait encore. Peut-être commence-t-il à mesurer que le temps pour s'engager enfin sur la voie de profondes réformes démocratiques et sociales lui est compté. Sauf à courir le risque d'avoir à affronter, un jour, une situation devenue - malgré toute son habileté - incontrôlable.

Abderrahmane El Maghribi

Adam Michnik : "La démocratie, c'est la liberté et la responsabilité"

Après le retrait de Jan Olszewski, Premier ministre pressenti par Lech Walesa, la situation en Pologne reste floue. Analyse par Adam Michnik, rédacteur en chef de "Gazeta", proche de Mazowiecki.

"Vendredi". Jan Olszewski, chargé par Walesa de mettre sur pied le gouvernement, a renoncé. Comment voyez-vous la situation ?

Adam Michnik. J'attends que le nouveau gouvernement, qui doit accélérer notre marche vers la richesse, se mette au travail. Les promesses de la campagne ont été telles. Nous verrons...

Comment interprétez-vous l'échec électoral de Mazowiecki ?

Ce n'est pas seulement l'échec de Mazowiecki, c'est aussi mon échec personnel. J'y vois trois rejets. D'abord celui de la politique du gouvernement, notamment dans le domaine agricole où elle n'a pas été suffisamment claire et efficace ; ensuite, celui de la campagne électorale, peu médiatique ; enfin, le manque de conscience de l'opinion publique des contraintes qu'entraîne le processus de transformation et de modernisation de la société.

Comment inteprétez-vous le vote Tyminski ?

C'est un phénomène de "péruvianisation" de l'Europe post-communiste, à la Fujimori, sauf que Fujimori, lui, est intelligent... Sociologiquement, cet électorat se recrute dans des régions où l'économie est en crise, les perspectives d'investissements et d'industrialisation faibles, où l'on n'aperçoit à l'horizon que le chômage, le vide. Il s'agit souvent de petites villes sans structures traditionnelles suffisamment fortes. L'électorat de



Walesa est aussi, dans sa majorité, populiste. Il a simplement, en plus, deux références que les partisans de Tyminski n'ont pas : Solidarnosc et l'Eglise. Le vote Tyminski, c'est la révolte d'hommes qui ont vécu dans le conformisme communiste sans autre identification.

Le risque populiste existe-t-il aussi dans d'autres pays de l'Est ?

La Pologne est un laboratoire. Nous verrons des processus semblables dans les pays voisins, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et même en Union Soviétique.

Walesa est soutenu par des hommes de courants très différents. Pourra-t-il gérer ces antagonismes ?

Cet entourage va des libéraux extrêmes, qui voient en Balcerowicz un communiste centralisateur et veulent accélérer la privatisation, l'avènement d'un marché absolument libre, d'un capitalisme utopique, disant que la récession est un drame et l'inflation un bien ; jusqu'aux pragmatiques, partisans du plan d'austérité Balcerowicz. La campagne électorale a été faite dans l'optique des premiers. S'ils ont une recette, tant mieux... Mais la démocratie, ce n'est pas seulement la liberté, c'est aussi la responsabilité.

Le dogme catholique ne risque-t-il pas de remplacer le dogme communiste, de façon aussi autoritaire ?

Le catholicisme n'est pas un totalitarisme. Ce n'est pas la terreur. Il existe des groupes catholiques très agressifs qui voient dans la religion l'instrument d'un nouvel ordre public, qui militent pour un "Etat catholique de la nation polonaise", dans un esprit "Action française". La bataille de l'avortement, l'instruction religieuse obligatoire sont des signes inquiétants. Indiscutablement.

Les intellectuels qui entouraient Mazowiecki se rallieront-ils au nouveau gouvernement ?

Pour moi, c'est impensable.

Propos recueillis par P. J.

Adam Michnik : "La Deuxième révolution"



Ce qui se passera en Pologne dans un avenir proche sera déterminant pour l'ensemble de l'Europe. Ainsi de la réussite ou non de la transition politique et économique que les Polonais entreprennent. Dans la situation politique passablement confuse créée par le résultat des élections présidentielles, il ne serait pas surprenant que les élites et le peuple polonais se remettent à l'écoute d'Adam Michnik. La figure la plus forte, la plus riche, la plus imaginative en même temps que la plus exigeante du nouveau personnel politique. Le lecteur français sera souvent frappé par la hauteur de vue d'Adam Michnik dans ce livre qui réunit une série d'essais politiques récents, inédits dans notre pays. Michnik, c'est le courage. On le savait. On pressent que demain (déjà ?), il sera la référence. Michnik s'explique sur son choix de rupture avec Lech Walesa. Il donne le sens de la lutte qu'il a menée avec ses amis de la conspiration démocratique. Mais on sera surtout intéressé par quatre textes dont "Les Pages blanches", "Entre la Russie et l'Allemagne", et surtout "Questions de morale, questions de politique". Dans un style d'une clarté totale, Michnik décrit les grands défis pour la décennie à venir, tels qu'ils sont vus à Varsovie et visibles, selon lui, de partout. Il ouvrira bien des yeux.

La Découverte, 218 p., 95 F. **J.G.**

La situation dans le Golfe

Le Parti socialiste a suivi avec attention et inquiétude, au cours des dernières semaines les développements de la crise du Golfe.

Les socialistes réaffirment leur ferme condamnation de l'invasion et de l'annexion du Koweït. La crise ouverte le 2 août doit se conclure par l'évacuation du Koweït par l'Irak, par la restauration de l'indépendance et de la souveraineté du Koweït. L'ensemble des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies doivent être appliquées, et le rôle de tous les membres de la communauté internationale concernés - c'est évidemment le cas de la France- est de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire comprendre aux dirigeants irakiens que la loi internationale doit être respectée.

Pour autant, les socialistes ne veulent pas désespérer de la paix. Ils lancent un appel solennel aux autorités irakiennes pour qu'elles mesurent bien les termes du choix devant lequel elles sont placées. Que l'Irak évacue le Koweït, et la paix sera sauvée. La France, et la Communauté européenne, peuvent jouer dans les jours qui viennent un rôle décisif pour que, sur cette base, s'engage le dialogue qui permettra de trouver au conflit ouvert par l'agression irakienne une issue pacifique, dans le respect du droit.

Au-delà, aussitôt après que le Koweït ait recouvré sa souveraineté, il s'agit de résoudre l'ensemble des problèmes posés au Proche et au Moyen-Orient, afin que nul ne puisse dire qu'il y a, au regard des principes qui régissent la vie internationale, "deux poids et deux mesures". Le conflit israélo-palestinien, et israélo-arabe, la situation du Liban, encore en partie occupé par les armées étrangères, l'inégale répartition des richesses pétrolières, la nécessité d'un contrôle strict des armements et de la prohibition des armes chimiques et nucléaires, imposent que se réunisse au plus tôt, sous l'égide de l'ONU, une conférence internationale chargée d'établir, pour le Proche et le Moyen-Orient, avec la participation de tous les Etats concernés, les conditions d'une paix juste et durable.

Le Parti socialiste, convaincu que la France ne négligera rien pour y parvenir, appelle les Françaises et les Français à soutenir, dans cette période cruciale, l'action du président de la République et du gouvernement.

Communiqué du bureau exécutif (19 décembre 1990)

Expressions maghrébines au féminin



Plusieurs associations de femmes d'origine maghrébine vous invitent à leur premier festival.
Ce sera un rendez-vous offert avec des femmes s'exprimant à travers la littérature, le cinéma, la musique, le théâtre, la peinture...

Expositions, librairie, projections, tables rondes et spectacles.

Les 29 (à partir de 9 h 30) et 30 décembre

Espace Voltaire
place Léon-Blum
75011 Paris
Renseignements : 43.48.62.37

POLOGNE

Le souvenir obsédant de Janusz Korczak

"Korczak", d'Andrzej Wajda sera, le 2 janvier, sur les écrans français. Objet de polémiques au festival de Cannes, le film est un hommage vibrant au grand pédagogue juif polonais Janusz Korczak. L'occasion de célébrer, comme le fait Lili Berger dans son livre, la mémoire du "bon docteur" qui accompagna ses enfants dans la mort au camp d'extermination de Treblinka.

L'homme n'a jamais cessé de s'interroger sur sa nature. Est-il bon, est-il méchant ? C'était déjà le titre d'une pièce de Diderot. En certaines occasions, l'humanité montre un visage sale, barbare ; à d'autres, parfois dans les mêmes moments et les mêmes lieux, dans le ghetto de Varsovie par exemple, elle emprunte le visage radieux d'un Janusz Korczak. Bien des littérateurs, des philosophes ont comparé les mérites de l'inné et de l'acquis, de la société ou de l'éducation sur le comportement humain. Sa réponse personnelle, Korczak la livra au journal progressiste polonais "La Voix": "Le système féodal et le système capitaliste sont voués à l'échec mais je ne sais par quels moyens ils disparaîtront, ni quel autre système les remplacera, ni si ce dernier sera moins néfaste, car il y aura toujours des hommes pour régner, dominer leurs semblables. La révolution par la force, non, je n'y crois pas. Mais je crois profondément que, seulement en éduquant l'enfant, en faisant de lui un homme bon, intelligent et juste, on réussira la réforme du monde."

Cette profession de foi explique pourquoi celui dans lequel Alain Buhler voit "indiscutablement un patriote polonais et un sympathisant socialiste" a consacré sa vie aux enfants. Pour une fois, les mots ne sont pas trop forts : refusant jusqu'au dernier moment toutes les tentatives pour le sauver, Korczak va les accompagner dans les wagons plombés qui les conduiront au camp de Treblinka. Après avoir traversé à côté d'eux, sages et en rang serrés sous la bannière de leur drapeau vert, le drapeau de leur république, "la république des enfants", le ghetto de Varsovie.

Une pédagogie

Korczak avait 64 ans. De son vrai nom Henryk Goldszmit, il était né le 22 juillet 1878 dans une famille de la bourgeoisie juive de Varsovie. Son père était un avocat connu, mais il sombra dans la folie. Korczak craignit toute sa vie cette hérédité. Elle a sans doute joué un rôle dans sa décision de renouer avec un passé familial en devenant médecin comme son grand-père, de même qu'elle marque de sa présence obsédante son œuvre théâtrale. Korczak avait commencé à écrire à douze ans. Il ne cessera pas, puisqu'en mai 1942, il avait commencé un "Journal du ghetto" dont on trouvera le manuscrit après la guerre. Alternant articles de journaux, pièces de théâtre, essais pédagogiques, romans pour adultes et pour enfants. Fréquentant les milieux intellectuels progressistes de la capitale polonaise, Korczak se passionna pour l'éducation. Il travailla d'abord pour une société de colonie de vacances puis pour la Société d'aide aux orphelins. Les titres de ses œuvres pédagogiques : "Comment aimer l'enfant ?", "Le Droit de l'enfant au respect", indiquent dans quelle perspective il se place.

"Les enfants, selon lui, étaient opprimés, comme les ouvriers, les femmes. Toute sa pédagogie consistait à les libérer, à les responsabiliser. Il refusait la relation autoritaire, les châtiments corporels qui étaient monnaie courante à cette époque. L'erreur était, selon lui, de considérer la pédagogie comme une science concernant seulement l'enfant. Elle concerne l'homme en général. Il n'y a pas d'enfants, il y a des humains avec une autre échelle de conceptions, avec d'autres expériences, d'autres impulsions et d'autres gammes de sentiments", rapporte Lili Berger. Cette vieille dame délicieusement bavarde a connu Korczak alors qu'elle avait quinze ans. Elle avait quitté sa famille et son bourg, près de Treblinka, pour venir étudier au lycée de Varsovie. Une étudiante amie, qui suivait les cours de Korczak à l'école normale d'instituteurs, la conduisit à l'orphelinat où il mettait en pratique ses méthodes pédagogiques qu'on peut rapprocher de celles d'un Freinet ou d'un Montessori. Elle se souvient de son tribunal d'enfants où toute plainte était recevable : Korczak lui-même dut y comparaître à deux reprises.

Un souvenir qui hante

La rencontre de Korczak fut, pour la jeune fille juive, un éblouissement qui décida de son destin. Comme son maître, elle aura été professeur, journaliste, écrivain. Mais Lili Berger recommande qu'on parle moins d'elle que de celui auquel elle voue une admiration sans borne. "Ce qui frappait chez lui c'était son intelligence, sa perspicacité, son magnétisme et surtout son immense bonté". Nul, en effet, malgré ses doutes et ses faiblesses, n'évoque mieux que Korczak l'image d'un saint laïque ou celui du juste de la tradition hébraïque. Lili Berger ajoute une précision importante sur l'acte tragique qui a fait entrer Korczak dans la légende : "Contrairement à ce que l'on croit, Korczak ne fut pas le seul éducateur du ghetto à décider de mourir avec ses enfants. Si l'on y regarde de près, tous ou presque tous l'ont fait. Mais aucun ne fut comme lui un docteur généreux, un médecin des pauvres qui offrait des médicaments, un pédagogue novateur, un grand écrivain, l'un des meilleurs romanciers pour enfants de ce siècle, un professeur qui aura laissé autant de traces chez ses élèves."

Avec le film de Wajda, le souvenir de Korczak revient en force. C'est un souvenir qui hante la société polonaise. Le Dr Korczak fut, avant-guerre et parfois même après, une gloire nationale (il a pris son pseudonyme d'un personnage d'aventures héroïques de la littérature polonaise). Ses écrits, ses actions, eurent un grand retentissement. Mais Henryk Goldszmit, lui, ne fut jamais célébré. Lili Berger rappelle cette conférence à Paris où ceux qui parlaient sous le contrôle du pouvoir communiste "omettent simplement, à leur corps défendant, de rappeler que Korczak était juif". A son inépuisable palette, Korczak ajouta, de 1934 à 1936, la fonction d'animateur de radio. Son émission, "Les Petites Causeries du vieux docteur", anonyme et très populaire, fut pourtant suspendue. Wajda suggère dans son film, avec vraisemblance, que ce fut par antisémitisme. Un rappel opportun pour la génération Walesa ?

Bernard Chaouat



◀ *Ghetto de Varsovie : Korczak au milieu des enfants*

Pour mieux connaître Janusz Korczak

Œuvres

Deux grands romans pour enfants : "Le Roi Mathias Ier", Gallimard, Folio Junior, 83 p., 23,50 F, "Mille soleils", 364 p., 66 F.
"La Gloire", Flammarion, Castor-Poche, 160 p. 17 F.
Un essai pédagogique : "Comment aimer l'enfant", Laffont, 352 p., 82 F et "Seul à seul avec Dieu, ou prières de ceux qui ne prient jamais", Cana, 62 p., 40 F

Biographies

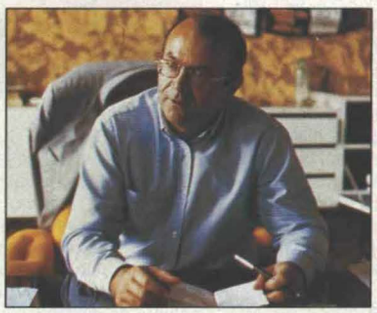
Lili Berger : "Korczak, un homme, un symbole", Magnard, 96 p. 65 F
Alain Buhler : "L'Adieu aux enfants", Olivier Orban, 304 p., 98 F, la vie de Korczak racontée comme un roman
Betty Jean Lifton : "Janusz Korczak : le roi des enfants", Laffont, 404 p. 130 F
"Janusz Korczak, l'homme, le médecin, l'éducateur, le poète : actes du colloque de Genève", Baconnière, 1982, 112 p., 21 F
"Janusz Korczak, éducateur", CNDP, 60 p. 28 F

Deux films lui ont été consacrés,

celui d'Andrzej Wajda où le prodigieux acteur polonais Wojtech Pszoniak (qui tenait le rôle de Robespierre dans le "Danton" du même Wajda) incarne Korczak,
et celui d'Alexander Ford, commencé en Pologne et brutalement interrompu à la suite de la campagne antisémite de 1968 en Pologne. Terminé aux Etats-Unis, selon Lili Berger, il reste toujours inédit en France.

Les socialistes, la société et la culture

François Geindre, maire d'Hérouville-Saint-Clair, vient de prendre en charge le secteur culturel du PS. Du pain sur la planche.



Le ministère de la Culture a agi tous azimuts entre 1981 et 1986. Depuis, on a l'impression que les socialistes sont en panne d'idées.

Il y a des acquis, on ne refait pas tout tous les jours. Un des mérites de Jack Lang a été de conforter la création dans des domaines ignorés ou marginalisés, la BD ou le rock, par exemple. Nous ne devons pas nous contenter de vieillir avec la génération de créateurs qui s'est révélée au début des années 80 mais encourager la percée des 20-30 ans, recréer des liens, mieux, une passion entre le Parti socialiste et les jeunes créateurs. S'il y a eu explosion des créations durant cette période féconde, l'explosion du public n'a pas suivi. La consommation culturelle n'est encore que le privilège d'une minorité, la masse reste a conquérir. Cela est d'autant plus grave que ceux qui n'ont pas accès à la culture sont aussi les plus fragiles de la société. Les artistes ont un rôle social à jouer. Il serait bon de relégitimer les grandes structures de médiation, telle la fédération Léo-Lagrange. Avant d'être déstabilisées, dans les années 80 elles parvenaient à toucher les populations défavorisées. Il faut les réanimer ou en inventer de nouvelles, sans revenir à une culture de type socio-culturel et aux "stages raphia longue durée".

Le budget du ministère de la Culture pour 1991, consacré en grande partie aux grands travaux, vous semble-t-il aller dans ce sens ?

Ce budget met aussi l'accent sur le patrimoine et les musées. Ce n'est pas forcément du conservatisme. Les musées peuvent avoir l'ambition d'être des lieux de rencontre entre un patrimoine culturel et une population de proximité. Chaque musée devrait avoir un projet intellectuel, technique mais aussi social. Cet objectif est profondément de gauche : que la culture ne soit pas réservée à un petit nombre éclairé.

Quels champs d'investigation pour demain ?

Les champs inexplorés ne manquent pas. La culture scientifique et technique, par exemple, qui offre une connaissance du monde, des rapports des hommes avec leur environnement, intéressant directement les populations laissées à l'écart. C'est une culture du quotidien : tout le monde prend des trains, voit des fusées qui décollent, est confronté aux nouvelles techniques médicales...

Nous avons également négligé deux vecteurs essentiels de la culture : l'audiovisuel et l'école. Discutant il y a peu avec des lycéens de terminale, j'ai constaté avec effarement leur absence de culture sur le fonctionnement de notre société. C'est pire dans les lycées professionnels. Il n'existe pas, dans l'emploi du temps des lycéens, de place pour la réflexion. La seule solution serait d'alléger certains programmes afin de leur permettre d'aller à la rencontre de la société, telle qu'elle vit, bouge. Quant à l'audiovisuel, toute ambition nouvelle sera vouée à l'échec tant que l'audiovisuel public s'alignera sur les exigences du secteur privé et raisonnera en termes de concurrence et d'audimat. Il faut revoir son financement. Le secteur public doit se préoccuper de son audience, mais pas pour mesurer l'impact de la publicité. Si 5% de spectateurs s'intéressent à un programme culturel, c'est déjà fantastique. Enfin, n'oublions pas que les collectivités territoriales se sont désormais saisies de l'action culturelle.

Quel est le rôle du secteur culture ?

A promouvoir la réflexion dont nous venons de parler et à travailler. Nous allons animer des journées inter régionales, avec les militants, les élus, les acteurs culturels des régions afin de prendre connaissance de leurs expériences et d'engager un débat intellectuel. Au plan national, des groupes de travail plancheront sur plusieurs thèmes : inégalités d'accès à la culture, rôle des médiateurs, culture et Europe, décentralisation, pratique des amateurs, culture scientifique et technique, culture à l'école... Des groupes locaux organiseront des colloques, des séminaires avant le prochain congrès. Enfin, une commission nationale culturelle pourrait être le lieu du débat, car nous ne pouvons auto-alimenter notre réflexion culturelle. Nous devons renouveler le stock d'idées, de projets, quelque peu épuisé au cours du premier septennat, en décentralisant notre démarche, et redevenir les interlocuteurs naturels des gens de culture.

La cassure a-t-elle eu lieu entre socialistes et culture ?

En se confrontant au pouvoir, les socialistes ont perdu une part de rêve. Ils n'ont pas su recréer de l'espoir, imaginer l'avenir. Cela creuse une distance avec les créateurs car rêver la transformation de la société est une des fonctions de la création. Le défi est de concilier le réalisme gestionnaire et l'utopie, de tenter de répondre aux interrogations de la société française qui traverse aujourd'hui une crise de confiance, même si cela déborde la seule responsabilité politique.

Propos recueillis par M.T.

Des films pour les fêtes



▲ *Daniel Auteuil : un Lacenaire séducteur*

"Lacenaire", Francis Girod

Immortel, Pierre-François Lacenaire l'est depuis l'interprétation inoubliable de Marcel Herrand dans "Les Enfants du Paradis". Ce criminel philosophe, désespéré et lucide qui, "très jeune a choisi la guillotine comme moyen de suicide", a réellement existé. Tiré de ses mémoires, le scénario de Georges Conchon retrace le portrait d'un personnage étonnant : séducteur à l'élégance légendaire, ayant besoin d'être aimé et reconnu en tant qu'individu et en tant qu'artiste. Il y réussit : Victor Hugo, George Sand et le Tout-Paris assistèrent à son procès. C'est en quelque sorte le Pierre Goldman du XIXe siècle. Peu avant sa mort, non sans humour, il déclara : "J'espère qu'on ne m'exécutera pas un vendredi, ça peut porter malheur".

Daniel Auteuil a manifestement pris du plaisir à interpréter ce rôle, un plaisir communicatif. Jean Poiret campe un préfet de police hors du commun, fasciné par Lacenaire, un des premiers criminels capable de s'analyser, de se faire comprendre de ses juges et du public, en exprimant sa révolte contre la société. Reconstitution historique "en costume" réussie, réaliste, mais sans outrance.

"Le Petit criminel", Jacques Doillon

Voici un film qui aurait pu être tourné à Vaulx-en-Velin. Parti pris original, on a laissé les jeunes s'exprimer dans leur langue. Et quels jeunes ! Rejetant la scolarité, de père disparu et de mère alcoolique. Dans ces conditions, rien d'étonnant si un adolescent qui trouve un revolver presque par hasard fait un minable braquage pour cinq cents francs ; l'affaire pourrait s'arrêter là. Mais un flic au grand cœur (Richard Anconina) veut le ramener dans le droit chemin. Et voilà le flic braqué à son tour. Notre jeune révolté vient de découvrir l'existence de sa sœur et, dès leur rencontre, un immense besoin d'affection jusque-là insatisfait les pousse l'un vers l'autre.

Injustice, sentiment d'être incompris par les adultes, Jacques Doillon a fait une description entomologique de ce milieu de jeunes défavorisés. Richard Anconina et les deux adolescents forment un trio très convaincant.

"Tilaï", Idrissa Ouedraogo

Saga revient dans son village après deux années d'absence. Sa fiancée, Nogma, est devenue la deuxième femme de son père. Mais Saga et Nogma, qui s'aiment toujours, ne peuvent résister à leur attirance physique. Pour le village, c'est l'inceste, et Saga doit mourir. C'est son frère qui est désigné pour exécuter la sentence ! Au Burkina Faso, la question de l'honneur est fondamentale. "Tilaï", c'est la loi. Idrissa Ouedraogo a tourné sur les lieux de son enfance, à 175 kilomètres de Ouagadougou. Dirigeant avec sûreté les membres de sa famille et les habitants du village, les mêmes que dans "Yaaba", son précédent film, il dénonce les coutumes qui servent le pouvoir des hommes sur les femmes. Cinéaste qui va à l'essentiel : élégance des personnages, noblesse des attitudes, pas de folklore gratuit, pas une image de trop. "Tilaï" donne ses lettres de noblesse au cinéma africain. Grand prix à Cannes en 1990.

"Uranus", Claude Berri

1945, dans une petite ville bien française. C'est l'heure des comptes : les communistes jugent les collabos. Tout se passe dans le café de Léopold, un ivrogne qui se veut poète. Depardieu, avec autant de talent que dans "Cyrano", interprète ce personnage maladroit mais sincère et d'une grande humanité. Pas de héros, plutôt une distribution excellente qui se partage les principaux rôles : Daniel Prévost, Fabrice Lucchini, Philippe Noiret, Michel Blanc, Jean-Pierre Marielle et Michel Galabru. Claude Berri (auteur, entre autres, du "Vieil Homme et l'enfant", de "Tchao Pantin", "Manon des sources" et "Jean de Florette") servi par les dialogues de Marcel Aymé, dresse un tableau sombre de la condition humaine, des lâchetés, de l'égoïsme. Pourtant, il montre que chacun a aussi sa part d'humanité. Bien difficile de séparer les bons des méchants.

"Tante Julia et le scribouillard", Jon Amiel

Martin est amoureux de sa tante Julia. Pedro Carmichael, auteur de feuilletons radiophoniques, les pousse dans des situations invraisemblables et s'en inspire ensuite pour de nouveaux épisodes. Cette comédie loufoque vaut surtout par la pétulance de Barbara Hershey et par un Peter Falk (le célèbre Colombo) complètement extravagant. Tiré d'un roman de Mario Vargas Llosa.

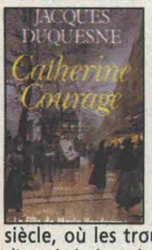
Claude Polak

Un aller simple pour Tanger

En fait, les événements se sont produits tout à côté, à Fès, capitale spirituelle du Maroc. Des jeunes, venus des banlieues, ont crié leur colère, leur désespoir. Ils ont aussi brûlé des voitures, pillé des magasins, incendié un grand hôtel. Seulement, quand on est descendant du Prophète, commandeur des croyants, et souverain, on ne peut laisser faire les choses. Alors, les forces de l'ordre sont intervenues. D'après le gouvernement royal, il n'y aurait qu'un mort ou deux à déplorer. Beaucoup plus, selon les responsables syndicaux.
La monarchie alaouite semble sérieusement ébranlée, et on ne peut que s'interroger davantage pour savoir si, oui ou non, "le roi est toujours notre ami"...

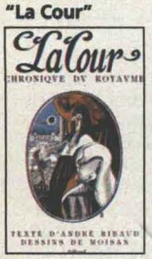
J.R.

Jacques Duquesne : "Catherine Courage"



Pour le plaisir de ses lecteurs, Jacques Duquesne ne se défera donc jamais de son Nord. Le Nord, si dur aux hommes et aux femmes en cette fin de XIXe siècle, où les trouées de répit et d'espoir étaient si rarement données à ceux qui ne connaissaient que le travail, le même, toujours à refaire.
Ainsi pour la fille de Maria Vandamme, la précédente héroïne de Jacques Dusquesne. Si digne fille de Maria Vandamme que celle-ci l'avait baptisée "Flamande-la-Droiture" et qu'à l'hôpital (une femme à l'hôpital en 1895 !) on l'avait surnommée "Catherine Courage". La belle histoire, celle de Catherine, la belle vie, mais quelles luttes et toujours à reprendre, même à la dernière page ! Les luttes des femmes, sans cesse recommencées.
Grasset, 278 p., 105 F.

André Ribaud et Moisan : "La Cour"



Ces "chroniques du royaume" sont intactes. Pendant les années de Gaulle, "Le Canard enchaîné" publiait, en tête de la page 3 "La Cour". Sous couvert d'une parodie, ce fut, chaque mercredi, la satire la plus impeccablement ajustée. Pour l'époque, un des rares espaces de presse où la critique du pouvoir et de son tenancier s'exprimait sans retenue, grâce à André Ribaud, plumitif bâtard de Théophraste Renaudot et du duc de Saint-Simon.
Il paraît que de Gaulle riait à chaque fois. Mais souvent, il devait rire jaune. Impayable : le Roi s'adressant à Mme de Maintenant, à M. le Prince (Michel Debré) ou encore, au moment de ses dévotions, à Dieu. Dieu le père, s'entend !
Juliard, 386 p., 120 F.

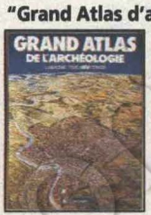
Sélection établie par Jacques Garat

Jacques Droz : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. Allemagne



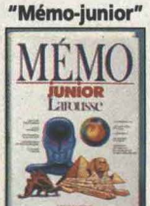
On saura gré à l'éditeur de poursuivre la publication de cette collection qui avait été initiée par Jean Maitron, et qui est devenue indispensable aux chercheurs, aux historiens et, bien entendu, à tous ceux qui ont souscrit un engagement politique.
Après les mêmes dictionnaires précédents (Autriche, Japon, Grande-Bretagne et Chine et les quatre tomes consacrés au mouvement ouvrier français), voici le volume "Allemagne". Particulièrement important, il va du début du XIXe siècle jusqu'en 1933. Particulièrement riche, il contient des notices indispensables : Marx, Engels, Lassale, Rosa Luxemburg, Brandt et Honecker et quelque cinq cents autres.
Editions ouvrières, 554 p., 320 F.

"Grand Atlas d'archéologie"



Ce dernier-né des grands atlas veut, à la fois, être une source de référence, donner le dernier état de la recherche archéologique, particulièrement active en ce moment à travers le monde, et reconstituer l'histoire de l'humanité depuis 2.500.000 ans qu'elle existe.
Cet ouvrage de grande dimension (37 x 27 cm) est remarquablement réalisé. Sur le principe des doubles pages, plus de cent-vingt thèmes sont abordés. Coup de chapeau mérité par une illustration abondante et de grande qualité. Des origines au monde antique, de la Grèce au Yucatan. Chronologie. Plusieurs index.
Larousse/"The Times", 324 p., 350 F.

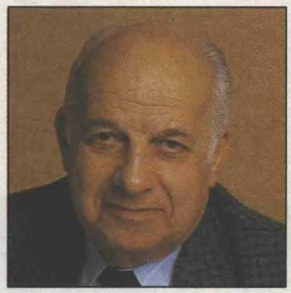
"Mémo-junior"



L'année dernière naissait "Mémo", encyclopédie en un seul volume particulièrement dense et bien organisée. L'édition 1991 vient d'être publiée, enrichie d'une vingtaine de pages et mise à jour. Trois mille articles, vingt-et-un mille références en index (1).
Dérivé de ce gros livre érudit, voici "Mémo-junior", version adaptée pour les 9/14 ans. La connaissance en dix thèmes et cent-quatre-vingts doubles pages. Abondante (1.400) illustration en couleurs. Une présentation visuelle de la culture générale (2).
Larousse (1) 1.300 p., 450 F. ; (2) 368 p., 150 F.

BLOC - NOTES

Claude Estier



11 décembre

Avec leur habitude de tout simplifier sans trop analyser, beaucoup de médias présentent le manifeste des douze députés socialistes quadragénaires publié dans "Le Monde" comme résultant de "l'effet Noir". En dehors de la coïncidence dans le temps et de l'âge des signataires, il y a pourtant peu en commun entre cette démarche et celle, d'abord individuelle, du maire de Lyon. Les douze appellent à la rénovation de la vie politique et parlementaire -ce à quoi chacun peut souscrire- mais ils ne rejettent pas leur parti, ce qui constitue une différence essentielle. Pierre Mauroy a donc raison de les inviter à "faire leurs preuves" en travaillant à animer la synthèse sur laquelle repose l'unité du PS.

11 décembre

A force de vouloir faire des coups, Valéry Giscard d'Estaing s'est pris les pieds dans le tapis. Après son discours à la conférence parlementaire de Rome commencé en italien, poursuivi en français, continué en allemand et terminé en anglais, ce qui provoqua les ricanements d'une grande partie de l'assistance, il vient de faire un flop au Parlement européen. Sa dernière trouvaille était d'adhérer avec l'UDF au puissant groupe démocrate-chrétien -le deuxième de l'assemblée de Strasbourg- avec l'arrière-pensée que ce groupe ferait de lui son candidat à la présidence du Parlement lui-même. Mais les démocrates-chrétiens allemands lui ont fait savoir qu'ils n'avaient nul besoin de lui. Quant aux membres du petit groupe libéral, que Giscard préside actuellement, ils ont très mal pris la chose et l'ont sommé de se démettre ou de se soumettre. Ce qu'il a finalement décidé de faire, mais l'image européenne qu'il croit avoir n'en sort pas grandie.

12 décembre

"L'Humanité" dénonce les "falsifications" du "Monde" qui affirmait hier "qu'un communiste sur quatre conteste Marchais." C'est pourtant bien ce qui apparaît des débats au sein des cellules auxquelles, d'ailleurs, un grand nombre de militants n'ont même pas jugé utile de participer. Mais, comme toujours, des cellules aux sections et des sections aux conférences fédérales, le "centralisme démocratique" a bien fonctionné et, grâce à l'écrémage méthodique des contestataires, la direction du Parti retrouve des scores brejneviens. L'explication donnée par "L'Humanité" n'est pas triste : s'il y a parfois des évolutions notables entre les conférences de section et les conférences fédérales, "cela traduit tout simplement le rapprochement de points de vue opéré après discussion et enrichissement". Tout simplement ! Ce n'est pourtant pas "Le Monde" mais Anicet Le Pors qui affirme que "moins de la moitié des adhérents ont participé aux débats pour le congrès" et que les statuts du parti "sont aujourd'hui complètement dépassés". Tandis que Claude Poperen a cette phrase assassine : "Le PCF est le dernier Parti communiste européen à refuser de se transformer, y compris après celui de l'Albanie !".

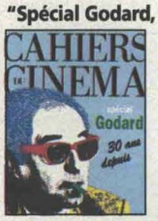
13 décembre

Au Sénat, Catherine Tasca répond à des questions sur la grève de FR3 qui compromet gravement le début de redressement que l'on constatait ces dernières semaines, notamment de la part des stations régionales. Elle parle d'une "erreur de gestion" de la direction. C'est le moins qu'on puisse dire. Mais qui est responsable de ce naufrage de l'audiovisuel public ? C'est à l'honneur des gouvernements socialistes d'avoir voulu couper le cordon ombilical qui reliait autrefois la télévision au pouvoir. C'est la très grande faute du gouvernement Chirac et de son ministre Léotard d'avoir, en 1986, privatisé TF1 sans se préoccuper de l'avenir des chaînes publiques. Il n'en reste pas moins que le système actuel est absurde. Le CSA nomme les PDG mais, ensuite, ne se préoccupe plus de ce qu'ils font. Le gouvernement ne peut que déplorer la mauvaise gestion d'Antenne 2 et de FR3, sans intervenir. On en arrive à une situation ubuesque, totalement décourageante pour le personnel, et qui conduit à un beau gâchis !

16 décembre

Oui, il faut aider Gorbatchev ! Les Douze réunis à Rome ont eu raison de prendre de nouvelles décisions concrètes en ce sens. Mais il est quand même stupéfiant que l'URSS en soit réduite à mendier de l'aide humanitaire alors qu'elle est un des pays les plus riches du monde. Le système ancien, qui fonctionnait mal, a été détruit, mais aucun système nouveau ne l'a encore remplacé, ce qui laisse le champ libre au marché noir, à la prévarication, à la corruption sous toutes ses formes. On nous dit aujourd'hui que le KGB s'en mêle. Peut-être va-t-il enfin jouer un rôle utile !

"Spécial Godard, 30 ans depuis"



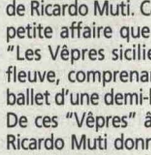
Trente ans depuis "A bout de souffle". Ce numéro spécial des "Cahiers du cinéma" ne s'adresse évidemment pas à ceux qui répètent depuis un tiers de siècle que Godard a fait le plus grand mal au cinéma français, en tenant la désinvolture pour toute démarche artistique. Mais il intéressera tous ceux pour qui l'auteur de "Pierrot-le-Fou", "Alphaville" et de quelque soixante autres films, a apporté cet élan actif et salubre qui n'est certainement pas pour rien dans le maintien d'un cinéma français.
Godard et le travail, les textes, la musique, le son, le montage, la télé, la société et le reste. Filmographie intégrale. Roboratif.
Cahiers du cinéma, n° 437-supp., 132 p., 45 F.

Chants de voûtes cisterciennes



Saint Bernard a beaucoup écrit sur ce que l'on ne nommait pas encore l'acoustique et sur ce qu'il convenait de faire en matière de choix des pierres, de maçonnerie et d'architecture, pour assurer les bonnes conditions d'une audition. Tout au long du XIIe siècle, l'Europe s'est couverte d'abbayes et de prieurés cisterciens, bâtis en grand appareil de pierres carrées avec des voûtes à l'image de l'arc du ciel, capables d'entrer en sympathie intime avec la voûte palatale du chanteur.
La pierre nue de l'abbaye de Silvacane fait ressortir les harmoniques des voix des chanteurs de l'Ensemble Venance Fortunat. Des oiseaux se joignent à ces pièces grégoriennes. La lumière et les anges en écho.
Empreinte digitale, 13.006, 68' 07", env. 125 F.

Verdi : "Les Vêpres siciliennes"



C'est l'enregistrement public du spectacle de rentrée, la saison dernière, à la Scala. En bon connaisseur, le Tout-Milan avait couvert d'applaudissements la direction de Ricardo Muti. Car ce n'est pas une petite affaire que de mener à bien "Les Vêpres siciliennes", un opéra fleuve, comprenant de surcroît, un ballet d'une demi-heure.
De ces "Vêpres" âcres, émouvantes, Ricardo Muti donne une lecture très analytique. Grande générosité vocale de Cheryl Studer et Chris Merritt. Et une très belle leçon de chant de Giorgio Zancanaro.
EMI, 3 CD, 754043, 3 h 19' 05", env. 450 F.

DANIEL PENNAC

Il est le plus romantique des auteurs de polar. Depuis "Au bonheur des ogres" à "La Petite marchande de prose" (1), il dévoile sous la violence du temps la tendresse des hommes. Une analyse de la société, de l'école et de nos peurs qui remet les idées en place..

Votre héros exerce un métier étrange, bouc émissaire. Pourquoi ?

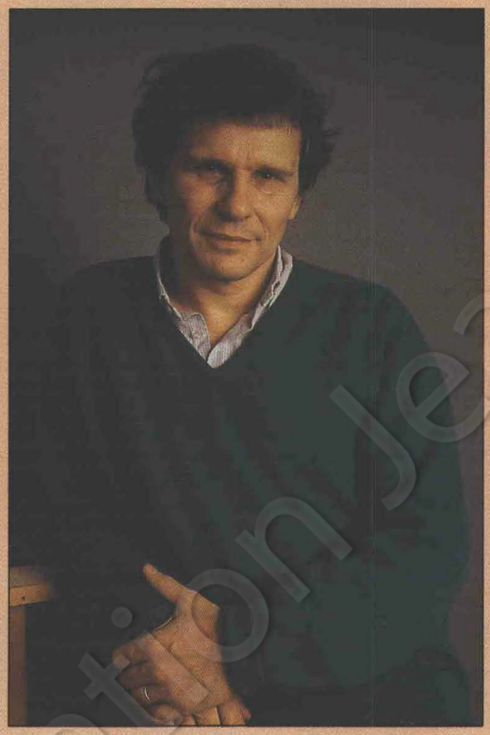
Les boucs émissaires existent partout. C'est une fonction diffuse dans l'entreprise, la classe, la famille. Nos civilisations elles-mêmes se constituent par exemplarité des uns et rejet des autres, comme l'a démontré le philosophe René Girard (2). J'ai trouvé drôle d'incarner cette fonction dans une profession : un type est payé pour se faire engueuler à la place des autres, c'est une façon de dédramatiser. Aujourd'hui, les boucs émissaires, ce sont les immigrés, les exclus des banlieues, les mômes qui vivent dans des cités pourries, sans troquet, sans épicerie. De la peur de l'immigration, on est passé à la peur de la banlieue qui est sa traduction urbaine immédiate. Les boucs émissaires sont toujours les mêmes, ceux qui crèvent de faim et vivent en diaspora.

Vous êtes enseignant. Comment avez-vous ressenti les manifestations lycéennes ?

Je n'y vois pas un malaise mais un signe de vie, d'énergie. Je pourrais ironiser, comme tout le monde, sur le fait qu'à leur âge, nous demandions "ni flic, ni pion". C'est de la mauvaise foi. L'intéressant est qu'ils réagissent, notamment, contre une politique d'urbanisation qui est à vomir. Les lycées de banlieue sont déglingués. Parce que les banlieues elles-mêmes sont abandonnées. Parce qu'y aboutissent des exclus du confort parisien... En réalité, ces gosses ont une conscience très aiguë de la naissance d'une société à deux vitesses. Les discours bourgeois moyens véhiculent l'idée que le prolétariat n'existe plus. Soyons sérieux ! Qui bosse ? Qui transpire ? Qui construit les maisons de Paris dans lesquelles ils ne pourront jamais loger ? Des gens qui sont relégués comme des satellites autour de Neptune avec, pour consigne : "Ne touchez pas au gâteau !" Mais c'est eux qui ont fait la pâte ! L'idée que le travailleur n'existe pas est un fantasme bourgeois extraordinaire.

Selon vous, c'est la peur qui domine chez les jeunes, dans les établissements scolaires...

Aujourd'hui, les enfants n'entendent que des discours de peur. Peur de l'avenir, du chômage, de l'immigration, du sida... Ils sont arrachés à leur enfance par des peurs sociales qui sont celles des adultes. A ces peurs s'ajoutent celles de l'école : "Si tu ne connais pas la subordonnée de concession, tu ne passeras pas, en 4e". Sous-entendu : "Tu vas faire du chagrin à papa" ou "Tu es nul". Mon travail de prof est de déblayer ces craintes. Je fais en sorte qu'ils n'aient pas peur de moi, de ma discipline, du bahut. L'école doit être un abri, au contraire. Un enfant ne peut utiliser avec plaisir un outil qui le martyrise. Mon boulot est de les réconcilier avec la lecture, de faire qu'ils découvrent qu'elle est un territoire de liberté extraordinaire. Je ne veux pas engendrer des gens qui souffrent, qui n'ont pas d'eux-mêmes une image socialement rentable. Pour cela, il faut passer par une propédeutique du bonheur. Je n'ai jamais pensé que la pédagogie du coup de pied au cul donnait de bons résultats. L'élève



idéal est celui qui entre dans la classe en courant et en ressort de la même façon pour la récré. Un des moyens de transmettre la culture est l'apaisement de l'élève. En début d'année, les trois quarts des enfants se vivent comme "finis" : "Je ne suis pas bon en français, en maths..." Moi, je veux bien que la mission du professeur soit la transmission du savoir mais, pour accueillir le savoir, l'élève doit se vivre comme un débutant. Il faut lui dire : "Il n'y a pas de drame, ne t'inquiète pas, on a le temps". L'école est tellement obsédée par la finalité qu'elle refuse de perdre du temps. Or, en pédagogie, si on veut aller vite, il faut savoir perdre du temps.

Vous utilisez souvent les mots de compassion, de dévouement. De nouvelles vertus cardinales ou un refuge contre un monde que vous dépeignez plutôt dur ?

Ni l'un, ni l'autre. C'est la norme. La norme est d'être ému par quelqu'un qui souffre. Cela commence par la souffrance du voisin de palier. Je ne vais pas pleurer sur la douleur de l'univers en faisant le malheur de ma femme ou de mes enfants. La norme, c'est l'affection. On se blinde par quantité de discours qui nous font une prodigieuse carapace d'intelligence et nous permettent de ne pas souffrir de la douleur des autres. La relation à l'autre doit être a priori affectueuse. Il faut déposer un peu notre intelligence au vestiaire, cesser d'analyser. Qu'est ce qui empêche, dans la vie professionnelle par exemple, que l'affection pour ceux avec qui l'on travaille passe avant ses ambitions, ses projets de carrière ? Collectivement, cela ne fonctionne pas si mal. Un exemple : la Sécurité sociale. Elle est l'expression institutionnelle d'un gigantesque affect social qui consiste à dire : ceux qui vont bien payent pour ceux qui galèrent. Autre exemple : il n'y pas de jouissance plus grande que de s'arrêter en voiture, la nuit, devant un feu rouge alors que personne ne passe. C'est un symbole fantastique du respect de l'autre, même d'une hypothèse d'autre. L'expression d'un véritable affect collectif à l'intérieur du Code de la route, le dernier lieu où l'on s'attend à trouver de l'affection.

Au cœur de vos romans, il y a l'amour. Amour tout court, amour fraternel, filial. La famille est-elle le lieu de la vraie vie ?

Pas la famille, l'intimité. Malaussène, mon héros, est heureux dans sa maison d'édition parce qu'il existe un climat affectif qui fait que les gens s'entendent bien. Si, dans une entreprise, les gens s'aiment, elle fonctionne. Je crois aux intimités professionnelles, à une sorte de contrat tacite de confiance. Quand je dis famille, je pense amitié, lien intime, sentiment. Et puis, il y a l'amour, la valeur majeure. Il nous rend éternel mais aussi totalement productif, totalement lucide, parce que précisément il ne se préoccupe ni de lucidité, ni de production.

Vos livres sont très imprégnés de l'air du temps. Finalement, cette époque, l'aimez-vous ?

Nous ne sommes pas en crise, nous ne sommes pas en guerre. On n'enlève pas les gens parce qu'ils sont juifs. Nous ne sommes pas dans une période d'horreur. Quand, le matin, flotte l'odeur du café, qu'on se réveille à côté de quelqu'un qu'on aime, que Paris commence à bruire, le bonheur existe. Ensuite, il y a l'époque. Tous les jours, la radio déverse des flots d'horreur. Que voulez-vous qu'il m'arrive de pire que ce que j'entends ? Cette époque est paradoxale, je fais avec. J'ai vécu dans le Nordeste brésilien où la misère est épouvantable. Que signifie notre discours de peur abject à côté de la mort quotidienne climatique, politique, sociale des Brésiliens ? Nous sommes dans un délire hexagonal sur le thème du "tout va mal", "tout fout le camp". Dans une société plutôt friquée, plantée au cœur d'une planète où les trois quarts des gens crèvent de faim, nous tenons un discours de la trouille obscène. C'est une façon de se donner bonne conscience par une pseudo-vigilance. Depuis l'avènement de la culture psychanalytique, quand nous croyons analyser de façon très profonde, nous usons de la pratique anesthésiante de la lucidité. Tout se passe comme si le fait d'avoir intellectuellement raison nous dispensait d'agir.

Propos recueillis par
Patricia Jaffray et Maryline Trassard

(1) Gallimard, prix du Livre Inter 1990.
(2) "Le Bouc émissaire", Hachette-Pluriel.

PETITE ANNONCE - 100 F la ligne

8401. Adhérent PS, loue toutes saisons un gîte rural, 4/5 personnes dans chalet Savoie (stations de St.-Sorlin d'Arves - Le Corbier - La Toussuire). Tel. 79.59.96.14, le soir de pref.

Un choix politique pour l'environnement



(Photos : SOCRATE Communication)

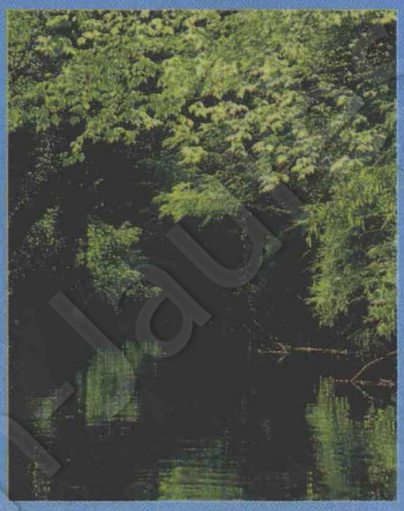
Entretien et surveillance de milliers de kilomètres de cours d'eau.



Restauration du Marais d'Orx déclaré Zone d'importance internationale



Expérience unique de chauffage collectif au bois



Création de zones naturelles



Protection des eaux souterraines



Respect d'un équilibre naturel dans les implantations industrielles



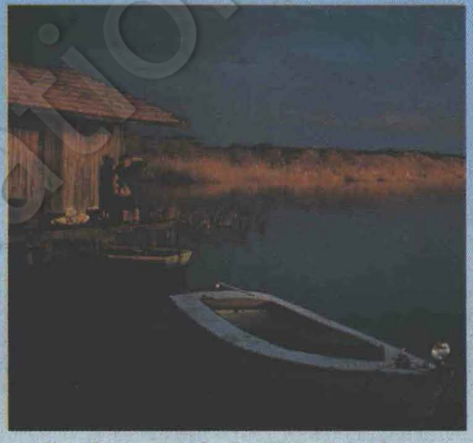
Organisation cohérente des moyens d'irrigation pour l'agriculture



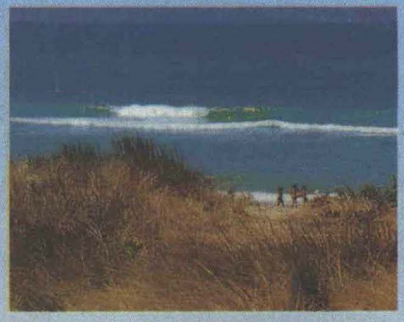
Défense des 550 000 hectares de forêt contre l'incendie



Préservation de l'environnement dans les opérations d'aménagement.



Plans de sauvetage des étangs menacés par la vase et la prolifération de plantes aquatiques



(Photo : CDT Landes)

Nettoyage quotidien de 110 kilomètres de plages (période estivale)



(Photo : J. THOMAS 72)

Pour la première fois en France : mise en place avec le ministère d'un plan départemental pour l'environnement

Landes l'action terre à terre

Sur proposition de son Président Henri Emmanuelli, le Conseil général des Landes a créé le Groupement d'Intervention pour la Sécurité et la Protection de l'Environnement (GISPE). L'expression d'un choix politique qui permet de coordonner et renforcer les actions du Département pour la défense et la protection de l'Environnement.

Conseil général des Landes

SOCRATE Communication - Dax - 58 74 33 11